



## GOUVERNEMENT/SÉNAT

# Appel au renforcement du contrôle parlementaire

Profitant de l'ouverture le 2 juin à Brazzaville des travaux de la douzième session ordinaire du Sénat, le président de la haute chambre du Parlement, Pierre Ngolo, a incité les sénateurs à renforcer le contrôle parlementaire.

« Ne perdons jamais de vue ce reproche fait aux parlementaires par les bailleurs de fonds internationaux pour lesquels les contreperformances de nos Etats sont imputables, dans une large mesure, à la passivité des élus du peuple qui manquent de faire l'usage requis de leurs prérogatives de contrôle », a-t-il déclaré.

Page 3



Pierre Ngolo

## TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

# Le Congo désormais relié au Cameroun par la fibre optique



La séance de travail entre les deux parties Adiac

Les experts du projet Central Africa backbone ont annoncé au cours d'une réunion le 2 juin à Brazzaville que les travaux de construction du réseau d'interconnexion en fibre optique entre le Congo et le Cameroun étaient exécutés à 98%. Le gouvernement congolais ainsi que les parties prenantes ont promis de faire une descente sur le terrain pour prendre la mesure du travail réalisé. « Nous avons reçu un rapport selon lequel le réseau est

pratiquement achevé avec un taux d'exécution de 98%. Nous devons nous assurer que ce taux d'exécution est réel, mais aussi avoir l'assentiment des contrôleurs techniques et des constructeurs. C'est ce qui justifie notre descente sur les lieux », a indiqué le ministre congolais en charge des Télécommunications et des Technologies de l'information et de la Communication, Léon Juste Ibombo.

Page 3

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

# Les syndicats exigent le paiement des arriérés de salaires



Les membres du collège intersyndical faisant le point de l'accord avec le gouvernement

L'intersyndicale de l'Université Marien-Ngouabi a déploré, au cours de la ré-

union du 2 juin, le non-respect des engagements du gouvernement relatifs au

paiement des salaires des mois d'avril et mai 2021, ainsi que des quotités de janvier, février, mars, avril et mai de la même année.

« Le non-respect des engagements pris par le gouvernement dans l'application du protocole d'accord occasionne l'absence de la concomitance dans le paiement des salaires, le non-versement du salaire de décembre 2019 et des heures diverses dues », souligne le communiqué final des assises.

Page 5

## SPORT

# Ayessa Ndinga Yengué, nouveau président de la fédération de handball



A l'issue de l'assemblée générale électorale organisée le 3 juin à Brazzaville, Ayessa Ndinga Yengué a été choisi pour diriger la fédération congolaise de handball pour un mandat de trois ans.

Page 16

## ÉDITORIAL

## Sécurité

La dégradation continue de la situation chez notre voisine et notre sœur la République centrafricaine, qui se trouve confrontée depuis des années à des agressions internes que la société civile paie au prix fort, sonne pour toutes les nations de l'Afrique centrale et pour notre Congo particulièrement comme un cri d'alarme auquel il convient de prêter la plus grande attention. L'on peut être certain, en effet, que les milices armées qui quadrillent le pays et que personne jusqu'à présent n'a réussi à neutraliser s'en prendront à nous demain comme elles viennent de le faire à la frontière du Tchad.

Rien n'est plus important donc, dans ce contexte pour le moins inquiétant, de faire en sorte que la sécurité de notre frontière et des territoires qui l'entourent dans cette partie du territoire national soit assise sur des bases solides. En ayant conscience que les forces extérieures qui soutenaient jusqu'à présent les autorités de Bangui finiront tôt ou tard par se retirer purement et simplement de la Centrafrique ; une réalité que le président français, Emmanuel Macron, a exprimé ces derniers jours avec autant de force que de détermination, ce qui laisse mal augurer de l'avenir proche.

La protection des départements que la déstabilisation de la Centrafrique menace aujourd'hui très directement chez nous est d'autant plus importante que cette partie du Congo est appelée à se développer fortement dans les années à venir en raison de la place stratégique qu'elle occupe. Voies de passage obligé vers la partie nord du Bassin du Congo, c'est-à-dire le Tchad, le Cameroun et le nord de la République démocratique du Congo, les départements de la Sangha et de la Likouala ont toutes les chances de profiter pleinement de l'intégration économique qui marquera les décennies à venir et qui créera chez nous l'une des zones agricoles les plus riches du continent.

Dans le même temps, par conséquent, où la mise en valeur des terres, des étangs, des rivières de notre Congo figure en tête des actions que va devoir mener le nouveau gouvernement conduit par Anatole Collinet Makosso, le système de sécurité et de défense qui permettra de les protéger contre les agressions extérieures doit être renforcé. En commençant, bien sûr, par la surveillance des territoires concernés et le blocage des tentatives de pénétration par des groupes armés qui se multiplieront à coup sûr dans les mois à venir.

Anticiper l'avenir est plus que jamais un impératif catégorique !

Les Dépêches de Brazzaville

## GOUVERNANCE

## Le Congo face au conseil d'administration de l'ITIE en 2022

Le troisième examen de validation du Congo au conseil d'administration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) de mars 2022 a été au centre des entretiens que le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a eus le 2 juin à Brazzaville avec une délégation du comité national de mise en œuvre cette initiative, conduite par Michel Florent Okoko.



Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso échangeant avec la délégation de l'ITIE

Le secrétaire permanent de l'ITIE-Congo, Michel Florent Okoko, et sa délégation sont allés présenter au chef du gouvernement les neuf exigences du conseil d'administration portant sur la transparence et la bonne gouvernance. « Nous savons tous que dans moins d'une année, le dossier de la République du Congo sera à nouveau validé et il est important pour le gouvernement d'avoir le point de la mise en œuvre de cette initiative de telle manière qu'il puisse prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la volonté de réussite soit une priorité dans son travail », a expliqué Michel Florent Okoko à la sortie d'audience. L'examen portera, en effet, sur des exigences de gestion des industries extractives, la relation entre le gouvernement et la société civile, la gestion au niveau du budget de l'Etat, la propriété réelle, les bénéficiaires effectifs. « De

manière générale, ces exigences portent sur la transparence et la bonne gouvernance de notre pays qui est un leitmotiv du gouvernement », a-t-il dit.

Selon lui, le Premier ministre a rassuré que le gouvernement porte à cœur la mise en œuvre de cette initiative. « Là-dessus, il n'y a pas d'équivoque, le gouvernement va s'attacher à faire en sorte qu'à l'échéance et à la date, le dispositif sera mis en place pour que ce qui est demandé à la République du Congo soit fait de manière positive et de manière constructive », a conclu Michel Florent Okoko. Notons que, outre l'ITIE, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, s'est entretenu avec le PDG de la société Zerock, Habid Rawad, et une délégation de la Banque africaine de développement, conduite par son directeur général pour la région Afrique centrale, Serge-Marie N'Guessan.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## GOUVERNEMENT/SÉNAT

## Appel au renforcement du contrôle parlementaire

Profitant de l'ouverture des travaux de la douzième session ordinaire du Sénat, le président de la haute chambre du Parlement, Pierre Ngolo, a invité le 2 juin à Brazzaville, les sénateurs à renforcer le contrôle parlementaire.



Pierre Ngolo

« Ne perdons jamais de vue ce reproche fait aux parlementaires par les bailleurs de fonds internationaux pour lesquels les contreperformances de nos Etats sont imputables dans une large mesure, à la passivité des élus du peuple qui manquent de faire l'usage requis de leurs prérogatives de contrôle », a-t-il dit.

« Il nous revient dans une perspective de conjugaison des énergies entre les pouvoirs législatif et exécutif d'assurer aux Congolais le bien-être et le bonheur indispensables », a-t-il ajouté.

Pour Pierre Ngolo, le moment est venu pour réaliser une action soutenue. « Il est illusoire d'espérer aller au développement en s'accommodant aux déviances décriées mais qui persistent et prospèrent à la grande surprise des observateurs », a-t-il expliqué.

Le président du Sénat a, par ailleurs, signifié que la nation à construire, celle dont rêvent les Congolais, est un pays totalement pacifié où même les phénomènes du genre « bébés noirs » sont à traiter avec toute la rigueur.

Jean Jacques Koubemba

## CONGO-CAMEROUN

## Les travaux d'interconnexion en fibre optique exécutés à 98%

Le comité de pilotage du projet Central Africa backbone (Cab) a, lors d'une séance de travail avec le ministre des Postes et des Télécommunications, Léon Juste Ibombo, le 2 juin à Brazzaville, annoncé que les travaux de construction du réseau d'interconnexion en fibre optique entre le Congo et le Cameroun s'exécutent normalement atteignant ainsi un taux de 98%.

Réunissant les représentants de la société Huawei, du groupe de contrôle MG TéléCom - GlobalTech et de China communication service international (Ccsi), cette rencontre avait pour but de faire le point sur l'état d'avancement des activités relatives audit projet au titre de l'année en cours.

En effet, entre Ouesso et Ntam, près de 98% des travaux du génie civil sont déjà réalisés, tandis que ceux du raccordement des fils sont, quant à eux, exécutés à environ 90%.

A cet effet, le gouvernement par le biais du ministère en charge des Télécommunications, ainsi que toutes les parties prenantes entendent faire une descente sur le terrain, en vue de s'imprégner du travail réalisé. « Nous avons reçu un rapport que le réseau est pratiquement achevé avec un taux d'exécution de 98%. Nous devons donc nous assurer que ce taux d'exécution est réel, mais aussi avoir l'assentiment des contrôleurs techniques et des constructeurs, afin de se rendre sur le terrain pour une visite physique du chantier; d'expertise pour voir exactement comment ce chantier d'intégration sous-régionale va bon train. », a indiqué le ministre Léon Juste Ibombo.

Yannick Lelièvre, directeur du groupement MG Télécom et GlobalTech a, quant à lui, signifié que l'avancement des travaux s'annonce plutôt bien et de préciser que dans l'ensemble, ce nouveau réseau d'interconnexion sera de très bonne qualité technique. « Dans près d'un mois on aura terminé cette partie du réseau (une partie du lot trois). Cette liaison qui va relier Ouesso à Ntam, avec le raccordement sur le Cameroun et Ntam », a-t-il fait savoir. Pour ce faire, la société Huawei effectuera, au cours de ce mois, les tests d'essais pour s'assurer de la bonne qualité du réseau. Cette séance de travail a permis aux participants de projeter la remise sous peu au gouvernement dudit réseau considéré comme projet intégrateur.

Rappelons que le projet à fibre optique d'Afrique centrale vise à booster le développement des télécommunications, en reliant les réseaux entre ces pays et réduire le coût de la connectivité dans la sous-région. Pour ce qui est de l'interconnexion en fibre optique entre le Congo et le Cameroun, elle intervient après celle reliant le Congo au Gabon. S'agissant de celle devant raccorder le Congo à la République centrafricaine, les travaux accusent un retard pour de multiples raisons.

G.I.L.

## CORONAVIRUS

## Débat entre sénateurs et élus locaux sur la rupture du vaccin Spoutnik V

Le vaccin russe, Spoutnik V, contre le coronavirus connaît une rupture inattendue depuis plusieurs semaines déjà. Lors d'une descente parlementaire, le 3 juin, les sénateurs élus à Brazzaville ont été interpellés par les conseillers municipaux sur ce désagrément.

La rencontre parlementaire patronnée par Pierre Ngolo, président de ce collectif, a permis aux sénateurs élus à Brazzaville de faire le point des dernières sessions parlementaires à leurs mandants, sessions dominées par la prorogation de l'état d'urgence sanitaire. A cet effet, les sénateurs ont fait l'état de la gestion de la pandémie du coronavirus, notamment le niveau d'exécution de la vaccination lancée le 25 mars dernier.

Dans les échanges, les conseillers ont voulu avoir de plus amples informations sur la rupture brutale et inattendue du vaccin russe, Spoutnik V, dans les centres de vaccination, alors que de nombreux Congolais avaient déjà pris la première dose de ce vaccin et attendaient la dernière dose.

Répondant à la question, le président du collectif des sénateurs élus



Pierre Ngolo

à Brazzaville a reconnu qu'il y avait eu un problème technique au niveau de la chaîne de froid où ces doses de vaccin acquises de la Russie étaient conservées. Mais il a rassuré : « Le gouvernement tient à l'immunité collective, parce que jusqu'à ce jour, à peine 20% de la population est vaccinée. La rupture du vaccin Spoutnik V est due à un dysfonctionnement dans la chaîne de froid. Mais, nous avons appris que quelque chose a bougé, un lot serait arrivé. Mais pour l'heure, nous n'avons pas encore la véracité de l'information pour vous la confirmer », a précisé Pierre Ngolo. La prorogation de l'état d'urgence sanitaire après deux mois en discussion

Abordant le volet état d'urgence sanitaire, qui se proroge chaque trois

semaines, Pierre Ngolo a fait savoir que bien qu'épuisant, cela se fait conformément à la constitution. Il a, par ailleurs, souligné que des discussions seraient en cours afin qu'une loi soit votée au Parlement, pour que les dispositions de l'article sur l'état d'urgence soient modifiées de manière à ce que la prorogation se fasse un ou deux mois après.

Les sénateurs et conseillers ont aussi abordé plusieurs autres questions sur le financement des descentes parlementaires des élus locaux. Ils ont aussi évoqué la question sur la décentralisation, notamment le manque de fonds dans les collectivités locales. Pierre Ngolo a indiqué que le gouvernement s'inquiète de cette défaillance mais en est conscient.

Firmin Oyé

## TIC

## Le gouvernement congolais veut accélérer la couverture nationale en télécommunications

Les ministres des Postes et des Télécommunications, Léon Juste Ibombo et de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, se sont entretenus, le 2 juin, sur la finalisation de la troisième phase du Projet de couverture nationale en télécommunications (PCN) qui peine à se matérialiser pour des raisons financières.



Les deux ministres président la séance de travail/Adiac

A en croire le coordonnateur national dudit projet, M. Akouala, cette troisième phase consiste d'une part à assurer le renforcement des capacités opérationnelle et managériale au niveau des bénéficiaires, la formation de transfert de compétences, le support technique, l'optimisation du réseau et, d'autre part, à assurer le dernier kilomètre c'est à dire la connectivité en fibre optique des ménages, des administrations, des entreprises et aussi l'optimisation de la qualité des services.

«Aujourd'hui, en ce qui concerne cette phase du projet qui coûte 199.728.353.74 de dollars américains, la convention de financement signée le 31 mai 2017 exigeait que le Congo paye une contrepartie de 15%, chose faite. Le reste des 85 % qui devait être payé par l'autre partie bloqué

le démarrage et la poursuite du projet... », a-t-il fait savoir.

Par rapport à cela, les membres du gouvernement ont pris l'engagement de débloquer la situation en mettant en place des stratégies dans le cadre de la diplomatie économique et du partenariat public privé pour solliciter le concours des investisseurs et des bailleurs de fonds étrangers.

« La réunion de ce jour fait suite à l'audience que le président de la République a accordée à la société Huawei relative à la troisième phase du PCN. Il s'agit donc pour nous de travailler pour que l'on puisse finaliser cette troisième phase du projet et de voir s'il y a des points bloquants en ce qui concerne l'exécution dudit projet, faire également une évaluation », a déclaré le ministre en charge des Postes

et Télécommunications, Léon juste Ibombo.

Selon lui, cette troisième phase du PCN, projet commun avec la société Huawei, va permettre à la société Congo Télécom de pouvoir se déployer de manière efficace dans notre écosystème des télécommunications. Elle permettra aussi à CongoTelecom de raccorder les ménages et entreprises à travers la fibre optique très haut débit. mais aussi d'être un opérateur mobile avec un réseau mobile et la 4G.

« En ce jour, nous avons donc réussi à traverser les perspectives par rapport à ce partenariat. Les choses vont donc suivre leur cours tel que prévu dans nos différents accords. Le projet a pris du retard à cause des difficultés d'ordre technique qu'il fallait régler. A l'issue de cette réunion les contours ont été sériés et puis les solutions sont trouvées pour que le partenariat s'exécute comme prévu », a indiqué le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso.

Ladite séance de travail a réuni différents représentants, notamment ceux de Huawei Technology, de CongoTélécom et de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques.

Gloria Imelda Lossele



REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET REGIONAL DE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE DES MALADIES EN  
AFRIQUE CENTRALE (REDISSE IV)  
Financement Banque mondiale



## AVIS DE RECRUTEMENT N°03/ UCP- REDISSE IV/SPM POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANT (E) DU COORDONNATEUR DU PROJET REDISSE IV-République du Congo (Publication du 4 juin 2021)

### 1. Contexte

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Mondiale, un financement de l'ordre de Quinze Millions (15 000 000) de dollars USD (crédit) pour la mise en œuvre de la phase IV du Projet Régional de Renforcement des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique Centrale. La durée du projet est de cinq (5) ans et ses interventions doivent s'exécuter au cours de période allant de 2020 à 2024.

L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé également un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2022, soit deux (02) ans est destiné à supporter les charges du projet de riposte d'urgence au COVID-19.

Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars us (12 000 000 USD), soit dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et équitable, ce qui jouera un rôle essentiel dans le renforcement du système de santé.

Le présent avis est lancé en vue du recrutement de l'assistant(e) du Coordonnateur.

### 2. Description des Postes :

En tant que membre de l'équipe de l'unité de coordination du projet, l'assistant est placé sous la supervision directe du Coordonnateur du REDISSE IV à qui il/elle rend compte de ses activités.

Il /elle est responsable de toutes les activités relatives à la gestion du secrétariat du Coordonnateur :

- Relations publiques avec les structures gouvernementales, locales et privées engagées dans la mise en œuvre du projet (audiences, réunions du coordonnateur à l'intérieur et à l'extérieur du projet) ;
- Relations avec les institutions de financement. Plus précisément, l'assistant (e) exécute entre autres les tâches suivantes :
  - Réceptionner le courrier, les appels téléphoniques et en assurer le filtrage et la transmission
  - Gérer l'agenda du Coordonnateur (prise de rendez-vous, organisation des réunions, classement des courriers professionnelles, etc.) ;
  - Rédiger et partager les comptes rendus de réunion ;

L'Unité de Coordination Centrale du REDISSE

IV-République du Congo, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente à exécuter lesdits services.

### 3. Profil requis du candidat :

Le ou la candidat (e) devra :

- Être de nationalité congolaise ;
- Détenteur du BAC+3 au minimum d'un diplôme dans un domaine pertinent à la gestion ou au développement ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste similaire en qualité d'assistant administratif ou de secrétaire de direction ;
- Avoir une maîtrise de l'utilisation des logiciels informatiques en général (Word, Excel, communication internet, etc...) ;
- Avoir une connaissance des projets de développement sur financement par les partenaires technique et financiers et avoir une connaissance pratique des procédures de la SS Banque Mondiale serait un atout ;
- Être capable de s'exprimer oralement et par écrit en français ;
- La connaissance de l'anglais serait un atout ;
- Être capable de travailler sous pression ;
- Être de bonne moralité et avoir la capacité de

travailler en équipe et dans un milieu multiculturel.

4. Composition du Dossier de candidature  
Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du REDISSE IV ;
  - Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
  - Les copies des attestations de travail (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
  - Un curriculum vitae détaillé ;
  - Les copies des attestations des expériences du candidat dans les domaines couverts par le poste.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), sis à Brazzaville, derrière l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique au Congo, bloc 1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2 Baongo de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).  
Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste d'Assistant du Coordonnateur du projet REDISSE IV » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus au plus tard le 22 Juin 2021 à 12 heures.

**Le Coordonnateur du Projet REDISSE IV,  
Jean Pierre OKANDZE ELENGA./.**

## AVIS DE RECRUTEMENT N°04/ UCP- REDISSE IV/SPM POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMPTABLE DU PROJET REDISSE IV-RÉPUBLIQUE DU CONGO

(Publication du 4 juin 2021)

### 1. Contexte

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Mondiale, un financement de l'ordre de Quinze Millions (15 000 000) de dollars USD (crédit) pour la mise en œuvre de la phase IV du Projet Régional de Renforcement des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique Centrale. La durée du projet est de cinq (5) ans et ses interventions doivent s'exécuter au cours de période allant de 2020 à 2024.

L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé également un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2022, soit deux (02) ans est destiné à supporter les charges du projet de riposte d'urgence au COVID-19.

Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars us (12 000 000 USD), soit dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et équitable, ce qui jouera un rôle essentiel dans le renforcement du système de santé.

Le présent avis est lancé en vue du recrutement d'un comptable du projet REDISSE IV.

### 2. Description des Postes :

Placé sous la supervision directe du Respon-

sable Administratif et Financier à qui il rend compte de ses activités, le Comptable est responsable de l'ensemble de la production comptable et des états financiers du projet.

A ce titre, il est chargé de la tenue correcte de toute la comptabilité du projet (budgétaire, analytique, générale) ainsi que de la préparation diligente des audits relatifs à l'exécution du projet.

De façon spécifique, le comptable est chargé entre autres de :

- Tenir correctement la comptabilité (générale, budgétaire et analytique) informatisée du Projet ; à ce titre, il assure le classement ordonné des pièces comptables et applique un ensemble de procédures comptables et financières (i) en conformité avec les instructions contenues dans le Manuel d'Exécution du Projet ; (ii) jugées satisfaisantes par la Banque mondiale ;
- Procéder aux imputations des pièces comptables : imputations comptabilité générale, analytique, budgétaire, financière et géographique ;
- Passer les écritures comptables dans les journaux appropriés ;

L'Unité de Coordination Centrale du REDISSE IV-République du Congo, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente à exécuter lesdits services.

### 3. Profil requis du candidat :

Le ou la candidat (e) devra :

- Être titulaire d'un diplôme supérieur (minimum Bac + 3) en comptabilité, finance ou diplôme équivalent ;
- Avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle à un poste similaire dans une structure publique, parapublique ou privée et dont au moins deux (02) ans en gestion financière ou comptable des Projets de développement. Avoir travaillé dans un projet de développement financés par les bailleurs de fonds multilatéraux de développement telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement serait un atout ;
- Avoir une connaissance pratique des procédures comptables et de gestion financière de la Banque Mondiale ou autres bailleurs multilatéraux et du Système Intégré de Gestion des projets serait un atout ;
- Avoir d'excellentes compétences relationnelles, notamment l'ouverture d'esprit, le sens du dialogue, la disponibilité, le respect et l'esprit d'équipe ;
- Avoir le sens de l'organisation, de l'ordre (classement des pièces comptables) et de la transparence ;
- Posséder des qualités de communication, d'information et de restitution (capacité rédactionnelle et d'analyse des données comptables et financières) ;
- Avoir une maîtrise de l'utilisation des logiciels informatiques en général (Word, Excel, communication internet, etc...) et des logiciels de comptabilité en particulier. Avoir des connaissances du logiciel de gestion financière TOM-PRO constitue un avantage ;
- Être de bonne moralité et avoir la capacité de

travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;

• Excellente expression orale et écrite du français ; la connaissance de l'anglais serait un atout.

4. Composition du Dossier de candidature  
Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du REDISSE IV ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Les copies des attestations de travail (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations des expériences du candidat dans les domaines couverts par le poste.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), sis à Brazzaville, derrière l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique au Congo, bloc 1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2 Baongo de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste du comptable du projet REDISSE IV » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus au plus tard le 22 Juin 2021 à 12 heures.

**Le Coordonnateur du Projet REDISSE Jean  
Pierre OKANDZE ELENGA./.**

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

## L'intersyndicale exige le paiement des arriérés de salaires

A l'issue de la réunion, tenue le 2 juin à Brazzaville, le collège intersyndical de l'Université Marien-Ngouabi a déploré le non-respect des engagements pris par le gouvernement en exigeant le paiement des salaires des mois d'avril et mai 2021, ainsi que les quotités de janvier, février, mars, avril et mai de la même année.

« Le non-respect des engagements pris par le gouvernement dans l'application du protocole d'accord occasionne l'absence de la concomitance dans le paiement des salaires, le non-versement du salaire de décembre 2019 et des heures diverses dues », souligne le communiqué final de la réunion du collège intersyndical de l'Université Marien-Ngouabi.

Les travailleurs de cette entité ont respecté leurs engagements relatifs à l'exécution dudit protocole signé le 1er août 2019 avec le gouvernement, ce qui a permis d'avoir un climat apaisé au sein de l'Alma mater, ont fait constater les membres du collège intersyndical. « Le collège intersyndical demande au gouvernement le strict respect du protocole d'accord, notamment en ses articles 4, 5, 6 et 8, et se réserve le droit de toute action en cas de non-exécution de cette recommandation dans une semaine », peut-on lire sur le communiqué.

### Nouvelle équipe attendue à l'université

Le collège intersyndical s'est, par ailleurs, félicité de la nomination au gouvernement du professeur Jean Rosaire Ibara. Jusqu'à récemment président de l'Université Marien-Ngouabi, celui-ci a été nommé ministre du Contrôle d'État, chargé de la qualité du service public et de la lutte contre les antivauteurs. Ainsi, l'organisation syndicale exhorte le gouvernement à nommer une équipe de présidence complète de l'Université Marien-Ngouabi.

Rominique Makaya

## COOPÉRATION

## Regard sur les grands projets de développement au Congo

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso et le directeur général de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Afrique centrale, Serge Marie N'Guessan, ont évalué le 3 juin à Brazzaville des projets relatifs au progrès socioéconomique du Congo.

Il s'agit entre autres de la création d'une usine de production d'engrais à Pointe-Noire, des parcs agro-industriels, de la mécanisation de l'agriculture, de l'irrigation, de l'appui aux zones économiques spéciales. « Nous avons échangé sur les grands projets de développement de ce pays qui sont des projets attractifs pour le secteur privé. Je félicite le ministre pour la cohérence de ses différents projets, leur agencement dans le processus de diversification de l'économie congolaise mais surtout le rôle primordial que ces projets vont jouer dans la modernisation du secteur agricole », a déclaré Serge Marie N'Guessan au sortir de l'audience.

Cet ensemble de projets phares que va soutenir la BAD sera, selon le directeur général, un atout pour les cinq régions d'Afrique (Afrique centrale, Afrique de l'ouest, Afrique de l'est, Afrique australe, Afrique du nord). A cet effet, une réflexion est sollicitée pour leur mise en œuvre. « La réalisation de ces projets sera bénéfique aussi bien pour le Congo que pour le continent africain. Nous allons travailler avec le ministre pour les structurer », a fait savoir le directeur de la BAD.



Le ministre Denis Christel Sassou Nguesso, et le directeur de la BAD pour l'Afrique centrale, Serge Marie N'Guessan a également réitéré l'engagement de la BAD auprès de la République du Congo. « C'est fort de ce partenariat public-privé que nous allons impulser un nouveau souffle au développement au Congo », a-t-il dit. Par ailleurs, le directeur général de la BAD pour l'Afrique centrale s'est prononcé sur le chronogramme des travaux de construction du pont Route-rail Kinshasa-Brazzaville. A l'en

croire, le démarrage des travaux de cet ouvrage pourrait intervenir en 2023, et ce, au terme de l'élaboration de toute la documentation technique et de la contractualisation du projet d'ici à la fin de l'année en cours. De son côté, le ministre de la Coopération internationale a rassuré que son équipe travaillera d'arrache-pied pour mener à bien les missions assignées à son département.

Durly Emilia Gankama



## REPRESENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Boîte postale : 1093  
18, Avenue Emile Biayenda  
Quartier Mission Catholique Sacré cœur  
Centre-ville - Brazzaville  
République du Congo

Tel: 06.808.13.24  
05.737.37.03  
email: cobbr@unhcr.org

### ANNONCE RELATIVE A LA PUBLICATION DE DEUX (02) AVIS D'APPEL D'OFFRES AU HCR EN REPUBLIQUE DU CONGO.

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), lance la publication des avis d'appel d'offres ci-dessous :

- N° HCR/BZV/UAL/RFP/010/2021-am « Pour la fourniture des services de maintenance préventive et curative des splits et climatiseurs pour les bureaux (Brazzaville – Betou et Gamboma) du HCR en République du Congo » ;
- N° HCR/BZV/UAL/RFP/011/2021-am « Pour la fourniture des services de nettoyage et de jardinage pour les bureaux (Brazzaville – Betou et Gamboma) du HCR en République du Congo ».

#### Les dossiers de candidatures sont à retirer :

- Pour Brazzaville : à la guérite de la Représentation du HCR, sise au n° 18, de l'avenue Cardinal Emile BIAYENDA, quartier Cathédrale Sacré cœur, Centre-ville.
- Pour Betou : au Bureau de la Sous Délégation du HCR à Betou, quartier çà Mètres.
- Pour Gamboma : au Bureau de la Sous Délégation du HCR à Gamboma au quartier Nkéni, derrière les logements de SOPROGI.

Les offres signées et cachetées devront être déposées auprès du Secrétariat de la Représentation à la même adresse, **au plus tard le 02 juillet 2021 à 17 h 00.**

Brazzaville, le 03 juin 2021

Section Approvisionnements



## APPEL D'OFFRES

Unité d'appel d'offres: SOCIETE NOUVELLE DES CIMENTS DU CONGO(SONOCC)

Marchandises soumises à appel d'offres: 10,000 tonnes de gypse

Numéro d'appel d'offres : SONOCC/AO/002

Date d'émission d'appel d'offres : 3 juin 2021

La société nouvelle des ciments du Congo a lancé un appel d'offres public pour la fourniture de gypse et de services. Les soumissionnaires désireux de faire appel à la

concurrence peuvent obtenir des informations supplémentaires et vérifier les

informations spécifiques du projet auprès des services suivants.

Contact : Wang zixuan

Adresse : bâtiment de bureau de CRBC

Téléphone : 0242-044696752

E-mail: WZXxavier@163.com

## AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°05/PSTAT /21

### RECRUTEMENT D'UN COMPTABLE DU PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES (PSTAT)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la poursuite de la mise en œuvre des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : «recrutement d'un comptable du PSTAT».

2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement :

- gérer et suivre au plan financier et comptable le budget alloué au Projet en collaboration avec le service de gestion administrative, financière et comptable (SGAFC) ;
- assurer la gestion des réapprovisionnements des comptes spéciaux (établissement des Demandes de Retraits de Fonds-DRF) ainsi que les paiements directs ;
- tenir à jour suivant des procédures comptables appropriées, le système informatisé et intégré de comptabilité et de gestion budgétaire du Projet ;
- tenir et produire les documents comptables obligatoires (journaux, grand livre, balance auxiliaire, balance générale, état de suivi budgétaire, etc...);
- préparer les documents de paiements (ordres de paiements, bons de commandes, chèques, ordres de virements...);
- assurer la remise des titres de paiements au personnel, aux fournisseurs et à la banque ;
- analyser systématiquement à la fin de chaque mois les comptes et justifier les soldes ;
- préparer les états de rapprochements bancaires mensuels du Projet ;
- préparer les informations et documents nécessaires aux missions d'audit annuel et aux missions de supervision financière du bailleur de fonds ;
- assurer la responsabilité de toutes les activités relatives à la comptabilité dans le cadre de l'exécution du projet ;
- tenir à jour le fichier des immobilisations (entrées, sorties, affectations, cession) ;
- veiller à la bonne conservation des pièces comptables, des contrats, des documents et actes administratifs ;
- participer aux travaux d'inventaire des immobilisations et des stocks ;
- participer à l'arrêté des comptes trimestriels et annuels ;
- assister le SGAFC à l'élaboration des rapports périodiques et des états financiers annuels du Projet, conformément aux normes comptables admises et aux règles de présentation de la Banque Mondiale ;
- accompagner le SGAFC et le Coordonnateur dans la préparation et la réalisation des missions d'audit internes et externes ainsi que les missions de supervision ;
- contribuer à la mise à jour du manuel de procédures en rapport avec les opérations comptables du projet ;
- effectuer toute autre tâche à la demande du projet.

3. L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) invite les personnes intéressées à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Elles doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'elles sont qualifiées pour les prestations susmentionnées. Le dossier de candidature comprend : (i) une lettre de motivation ne dépassant pas deux pages

; (ii) un curriculum vitae à jour et signé ; (iii) les copies des différents diplômes et autres attestations des formations/stages ; (iv) les copies des prestations similaires et les attestations des services rendus.

4. Profil du candidat

Le candidat devra remplir les critères ci-après :

- être titulaire d'un diplôme supérieur (minimum Bac + 3) en comptabilité, finance ou diplôme équivalent ;
  - avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle à un poste similaire dans une structure publique, parapublique ou privée et dont au moins deux (02) ans en gestion financière ou comptable des Projets de développement. Avoir travaillé dans un projet de développement financés par les bailleurs de fonds multilatéraux de développement telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement serait un atout ;
  - avoir une connaissance pratique des procédures comptables et de gestion financière de la Banque mondiale ou autres bailleurs multilatéraux et du Système Intégré de Gestion des projets serait un atout ;
  - avoir une maîtrise de l'utilisation des logiciels informatiques en général (Word, Excel, communication internet, etc...) et des logiciels de comptabilité en particulier. Avoir des connaissances du logiciel de gestion financière TOMPRO constitue un avantage ;
  - être de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;
- avoir une bonne connaissance du français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et en écrit

5. La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018).

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission à l'adresse ci-dessous ou par courriel : pstatcongo@gmail.com, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

7. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou par courriel au plus tard le 21 juin 2021 (à minuit heure locale) et porter clairement la mention du poste sollicité.

8. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES\_ UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO  
Tél : +242 22 613 31 08  
E-Mail : pstatcongo@gmail.com

**Fait à Brazzaville le 04 juin 2021**

**Patrick Valery ALAKOUA**  
**Coordonnateur du PSTAT**

## TRANSITION AU TCHAD

## Ibrahima Fall nommé haut représentant de l'Union africaine

L'Union africaine a annoncé, le 2 juin, la nomination du Sénégalais Ibrahima Fall comme « haut représentant pour accompagner la transition » au Tchad, où une junte militaire a pris le pouvoir le 20 avril après la mort du président Idriss Déby Itno.

Ancien ministre sénégalais des Affaires étrangères (1984-1990), Ibrahima Fall « interagira avec tous les acteurs politiques et sociaux tchadiens ainsi que les partenaires internationaux en vue de mobiliser toute les ressources possibles pour le succès de la transition démocratique, consensuelle et pacifique du Tchad », détaille l'Union africaine (UA) dans un communiqué.

Un Conseil militaire de transition (CMT) composé de quinze généraux et présidé par Mahamat Idriss Déby, un des fils du président Idriss Déby Itno, a pris le pouvoir le 20 avril au Tchad en annonçant la mort du chef de l'Etat, qui aurait été tué au front contre des rebelles.

Le CMT a immédiatement dissous le gouvernement et le Parlement. Il a aussi abrogé la Constitution tout en promettant des élections « libres et démocratiques » au terme d'une « transition » de 18 mois, renouvelable une fois. Le 20 mai, l'UA a exigé que cette junte achève « en 18 mois » un processus de « transition démocratique » débouchant sur des élections « libres, justes et crédibles ». « Aucune forme d'extension de la période de transition prolongeant la restauration de l'ordre constitutionnel ne saurait être acceptable pour l'UA », avait-elle ajouté.

Outre son poste ministériel au Sénégal, Ibrahima Fall a occupé plusieurs charges de représentant des Nations unies en Afrique (sous-secrétaire général aux affaires politiques chargé de l'Afrique, représentant spécial pour la région des Grands lacs), ainsi que dans plusieurs pays pour l'Union africaine (Guinée, Grands Lacs, Burundi).

Y.R.Nz.

## COVID-19

## Le feu vert de l'OMS pour Sinovac suscite l'espoir en Afrique du Sud

**Le président sud-africain a salué mercredi le feu vert donné par l'OMS au vaccin chinois Sinovac, espérant qu'il se traduira rapidement par davantage de vaccins pour sa population et celle des pays en développement.**

Cette homologation d'urgence, annoncée mardi, doit permettre au dispositif international Covax d'envisager de disposer de vaccins supplémentaires pour les pays défavorisés. Selon l'OMS, le sérum Sinovac, de type vaccin inactivé, est facile à stocker, donc à gérer, et particulièrement adapté aux pays qui ont peu de ressources.

Devant le Parlement au Cap, Cyril Ramaphosa a salué une étape cruciale pour que l'autorité nationale du médicament envisage à son tour d'en commander.

L'Afrique du Sud, avec plus de 1,6 million de cas dont près de 57.000 morts, est officiellement le pays le plus affecté du continent. Il n'a commencé à vacciner qu'un peu plus d'un million de soignants et personnes âgées, sur 59 millions de Sud-Africains. Le gouvernement poursuit ses discussions auprès de plusieurs fabricants pour garantir un approvisionnement fiable et diversifié en vaccins. Les autorités affirment avoir déjà sécurisé les doses permettant de vacciner jusqu'à 45 millions.

Cyril Ramaphosa a également rappelé devant le Parlement la campagne qu'il mène, notamment aux côtés de l'Inde, pour la suspension des brevets sur les vaccins qui permettrait de stimuler la production de vaccins génériques à faible coût.

AFP

## Le système Covax mobilise 2,4 milliards de dollars supplémentaires

**Le système Covax, créé pour une distribution équitable des vaccins anti-Covid, a mobilisé mercredi 2,4 milliards de dollars supplémentaires, mais reste plombé par le manque de doses disponibles qui l'empêche de fonctionner à plein régime.**

Les fonds - collectés lors d'un sommet virtuel co-organisé par le Japon et l'Alliance du vaccin (Gavi) - permettront à l'organisation d'obtenir 1,8 milliard de doses de vaccins pour les pays à faible revenu participant au mécanisme Covax. Les vaccins, qui seront livrés en 2021 et début 2022, permettront de protéger près de 30% de la population adulte dans 91 pays. Un pays supplémentaire, l'Inde, recevra 20% du total des doses disponibles en raison de sa taille.

« Je suis très heureux d'annoncer que, collectivement, nous avons obtenu près de 2,4 milliards de dollars aujourd'hui, ce qui porte la contribution totale à près de 9,6 milliards pour l'achat de vaccins », a déclaré le président du Conseil d'administration de Gavi, José Manuel Barroso, à l'issue du sommet qui a rassemblé Etats, secteur privé et société civile.

En outre, cinq pays se sont engagés à donner plus de 54 millions de doses de vaccin aux pays à faible revenu, notamment par le biais de Covax, ce qui porte le nombre total de doses partagées à plus de 132 millions.

Au 31 mai, Covax avait livré 77 millions de doses dans 127 pays et territoires. Bien moins que prévu. A la fin juin, il lui en manquera 190 millions, avaient averti ses organisateurs le 27 mai.

AFP

## SÉCURITÉ

## La CEEAC appelle le Tchad et la RCA à la retenue

« Tout en déplorant et en condamnant ces faits graves qui ont occasionné des pertes en vies humaines, le président en exercice de la CEEAC, se référant au Traité révisé de la communauté et à son protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale, fait un rappel de courtoisie aux autorités des deux pays frères en ce qui concerne les principes de non-agression, de respect de la souveraineté et d'intégrité territoriale ainsi qu' en ce qui concerne leurs obligations réciproques en matière de paix et de sécurité », souligne le commu-

niqué de la présidence en exercice de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), assurée par le président congolais Denis Sassou N'Guesso.

Le Traité révisé de la communauté et son protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité appellent à ne jamais recourir à la force pour le règlement des différends entre Etats membres de la communauté, à toujours œuvrer à la création et au maintien d'un climat de bon voisinage et à rechercher, en toutes circonstances, des voies et moyens pacifiques pour améliorer

la gouvernance intégrée des frontières et sauvegarder les relations fraternelles entre les peuples de la sous-région.

En attendant de recevoir du président de la Commission de la CEEAC un rapport circonstancié sur ces graves événements, le président en exercice en appelle vivement aux autorités de la Centrafrique et du Tchad à la retenue et à l'apaisement, afin de conjurer toute escalade aux conséquences dangereuses et retrouver un climat de confiance fraternelle, indispensable au bon déroulement de l'action diplomatique.

Rominique Makaya

## CENTRAFRIQUE

## L'UA, la CEEAC, l'ONU et l'UE en mission à Bangui

**De hauts responsables de l'Union Africaine (UA), de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), des Nations unies et de l'Union européenne (UE) ont entamé le 2 juin, une visite conjointe à Bangui, dans le cadre des consultations régulières entre les quatre organisations et les autorités centrafricaines sur le processus de paix en République centrafricaine.**

D'après un communiqué des Nations unies, la mission est composée de; Bankole Adeoye, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA; Mangaral Banté, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Commission de la CEEAC; Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix; Charles Fries, secrétaire général adjoint de l'UE chargé de la politique de sécurité et de défense commune et de la réponse aux crises et Rita Laranjinha, directrice Afrique du Service européen pour l'action extérieure.

« Cette mission conjointe aura des entretiens avec les représentants de partis politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition, avec des membres de la société civile, de la plateforme religieuse, des femmes et des jeunes ainsi qu'avec des diplomates en poste à Bangui, notamment les facilitateurs de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR) », a souligné l'ONU.

La mission conjointe UA-CEEAC-Na-

tions unies-UE a lieu, alors que la RCA achève son processus électoral qui a été largement perturbé, en décembre dernier, par des attaques des groupes rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).

En février 2019, le gouvernement centrafricain a signé un accord de paix avec quatorze groupes armés qui se sont engagés à intégrer certains de leurs combattants dans de nouvelles unités de l'armée et à faire entrer leurs dirigeants au gouvernement. L'accord bénéficie d'un large soutien international, mais la violence fait encore rage dans plusieurs provinces.

L'accord, négocié à Khartoum et signé à Bangui le 6 février 2019, est au moins le sixième conclu avec les groupes armés, depuis que certains d'entre eux se sont emparés de la capitale centrafricaine en 2013, provoquant une crise qui perdure encore aujourd'hui. La mise en œuvre des dispositions de cet accord s'est vite heurtée à plusieurs obstacles. En mars 2019, les membres du Front démocratique du peuple centrafricain, l'un des plus importants mouvements

armés en Centrafrique, a claqué la porte du processus de paix. Dans un communiqué, ce groupe armé avait estimé que le gouvernement formé au lendemain de cet accord était loin d'être inclusif comme le prévoyait l'accord de Khartoum.

En décembre 2020, six importants groupes armés, signataires de cet accord de paix, avaient créé la CPC qui avait tenté de renverser le régime de Touadera en janvier dernier.

En célébrant le deuxième anniversaire de cet accord, le 6 février dernier, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé tous les signataires à respecter leurs engagements, soulignant que le peuple centrafricain, dans toutes ses composantes, doit être au cœur du processus de paix. Le patron de l'ONU a noté que l'accord a permis de réels progrès, tels que: la réduction de la violence; le début du processus de démobilisation, désarmement et réintégration; le redéploiement des forces de défense et de sécurité, ainsi que de l'administration et l'adoption en cours des projets de loi prévus par l'accord de Khartoum.

Yvette Reine Nzaba

## NAMIBIE

## L'Allemagne reconnaît avoir commis un « génocide »

**Les massacres perpétrés par les troupes coloniales allemandes (1904-1908) sont considérés comme le premier génocide du XXe siècle. Après moult négociations avec la Namibie, l'Allemagne a reconnu avoir commis un génocide et s'est engagée à réparer par des aides au développement.**

Les négociations ont duré Cinq ans avant d'aboutir à un accord. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Mass, a enfin déclaré :

« Nous qualifierons maintenant officiellement ces événements pour ce qu'ils sont, un génocide ».

Puissance coloniale dès 1884, l'Allemagne aura réprimé, commis des massacres de masse, installé des camps de concentration en Namibie et fait 80 000 victimes au début du 20e siècle, lors des révoltes des tribus herero et nama.

Nous sommes en 1904, l'Allemagne décide de priver les Hereros de leurs terres et de leur bétail. Les populations se révoltent contre la puissance coloniale. La répression est féroce. « Tout Herero avec ou sans arme, avec ou sans bataille doit être abattu », ordonnera le général Lothar von Trotha. Les Namas qui se révolteront, un an après, subiront le même sort.

L'Allemagne quittera la Namibie en

1915. C'est le début de la Première Guerre mondiale. Le Traité de Versailles en 1919 met fin à la présence coloniale en Afrique et ailleurs. Après la Seconde Guerre mondiale, le travail de mémoire, se focalise en Allemagne sur le Troisième Reich et les crimes du nazisme. Son passé colonial passera à l'arrière-plan. Un siècle après, une ministre allemande présente des excuses pour les « atrocités » commises. 2008, l'ambassadeur namibien à Berlin réclame la restitution de crânes envoyés en Allemagne pour des expériences scientifiques un siècle plus tôt. Des ossements de guerriers hereros et namas sont restitués à la Namibie. Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, pourrait se rendre prochainement dans ce pays pour demander officiellement pardon du fait des crimes commis.

1,1 milliard d'euros seront versés sur 30 ans à la Namibie. Pas d'indemnités individuelles. Pour Berlin,

l'introduction du terme de « génocide » en droit international, après la Seconde Guerre mondiale, est sans effet rétroactif. Ce qui ne permet pas une reconnaissance formelle. Berlin va soutenir sur 30 ans des projets d'infrastructures au profit de la population herero et nama.

Le gouvernement namibien a estimé qu'il s'agissait d'un « pas dans la bonne direction ». Mais un représentant de la minorité herero, Vekuii Rukoro, estime que l'accord n'est qu'un « show » et menace de boycotter une cérémonie au Parlement namibien, en présence du président allemand, Steinmeier. Il dénonce l'absence d'indemnités pour les descendants des victimes du génocide; mais envisage de saisir la cour internationale de La Haye, même si celle-ci n'accepte que les plaintes des Etats. L'accord trouvé sera signé par les ministres des Affaires étrangères allemand et namibien.

Noël Ndong

## EURO 2021

## Canal+ réserve les meilleures offres pour ses abonnés

Les responsables de l'entreprise de télécommunication Canal+ ont animé, le 1<sup>er</sup> juin à Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle, ils ont dévoilé les nouvelles offres et avantages que l'entreprise a mis à la disposition de ses abonnés durant la Coupe d'Europe prévu du 11 juin au 11 juillet de l'année en cours.



A exactement dix jours du coup d'envoi de la compétition, Canal+ met les bouchées doubles pour satisfaire ses clients. Au cours de l'échange avec les chevaliers de la plume et du micro, les responsables de Canal+ ont promis des meilleurs services sur le plan du contenu et de la qualité. Ils ont, mis en place des promotions inédites courant le déroulement de la plus grande compétition du football qui, réunit les meilleures équipes d'Europe. Il s'agit, en effet, de la réduction du prix du décodeur Easy tv à moins de dix mille francs CFA y compris un mois

d'abonnement. Canal+ a aussi baissé le prix de son décodeur à 5.000F CFA depuis le 25 mai et jusqu'au 30 juin. La plus grande surprise reste celle qui permet aux abonnés qui, entre le 1er et le 30 juin qui se réabonneront à la formule supérieure bonifieront de l'offre la plus élevée. « Si vous avez l'habitude de vous abonner avec la formule de 5.000F CFA et vous devez de vous abonner à la formule de 11.000F CFA courant la promotion, Canal+ vous offre trente jours de la formule de supeirure, la formule de 22.000F CFA », a expliqué Leger Ossombi Dira, res-



pensible communication à Canal+. Canal+ a également rassuré sa clientèle sur le renforcement de ses services client et technique est disponible, via Facebook ou sur 06877 92 92, de 8h à 20h. Le Championnat d'Europe de football 2020, officiellement UEFA Euro 2020, est la compétition par équipes nationales masculines de football organisée par l'Union des associations européennes de football (UEFA). Il était préalablement programmé du 12 juin au 12 juillet 2020, mais, en raison de la

pandémie de Covid-19 qui sévit en Europe, l'UEFA a décidé de le reporter d'un an, du 11 juin au 11 juillet 2021. Pour la première fois de son histoire, il n'est pas organisé par un ou deux pays mais doit l'être aux quatre coins d'Europe, par les villes soit dans 11 villes de 11 pays, les demi-finales et la finale ayant lieu au stade de Wembley à Londres. Vingt et six pays logés dans six groupes participeront à cette compétition dont le Portugal est le tenant du titre.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DE LA RELANCE

## EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE " EOG 6% NET 2021-2026 "

ÉMETTEUR : ÉTAT GABONAIS

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 21 MAI AU 03 JUIN 2021

MONTANT DE L'ÉMISSION :

**175**  
MILLIARDS DE FCFA

TAUX D'INTÉRÊT :

**6%**

NET/AN SUR CINQ (5) ANS.

\* EXONÉRÉ D'IMPÔT POUR  
TOUS LES RÉSIDENTS DE LA ZONE CEMAC

Accélérons la transformation de notre économie

Nombre de titres : 17 500 000 d'obligations. Valeur nominale : 10.000 FCFA. Minimum de souscription : 50 titres. Amortissement : Linéaire quatre (4) ans et un différé d'un (1) an. Maturité : Cinq (5) ans. Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne sur les marchés financiers de la zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF-APE-02/2021

Arrangeur & Chef de file



Co-Arrangeurs



Co-Chefs de file



Cotation



Syndicat de placement



www.empruntobligatairegabon2021.com

## SECTEUR BANCAIRE

# La LCB Bank lauréate du prix quality day 2021

L'administrateur directeur général de LCB Bank, Mohamed Essaid Benjelloum Touimi, a reçu officiellement, le 20 mai à Brazzaville, le prix qualité décerné par l'Université des connaissances africaines. LCB Bank est récompensée pour ses efforts en matière de services clients et d'offres de qualité.



La LCB Bank, filiale de BMCE Bank of Africa, vient d'ajouter un nouveau sacre à sa longue liste de distinctions, après les prix internationaux « Best Regional Enterprise » et « Best Manager Of The year », décernés par le conseil du comité international Socrates, du prestigieux organisme

britannique European business assembly, récompensant l'excellence de la banque dans le service qualité.

En remettant le prix qualité 2021 à l'administrateur directeur général de LCB, Essaid Benjelloum Touimi,



ce vendredi 21 mai, le président de l'Université des connaissances africaines (UCA), Patrice Passy, a insisté le processus de sélection ayant abouti à la désignation de cet établissement bancaire et la transparence de celui-ci. « Le trophée en verre symbolise la transparence de notre démarche et de nos activités, la main témoigne de tous nos efforts fournis et le travail bien fait, la mention prix de qualité qui renvoie justement au concept de qualité recherché », a signifié Patrice Passy.

Créée en 2016 à Paris (France), l'UCA se veut un cadre conceptuel pour un nouveau paradigme dont a besoin l'Afrique pour faire face aux défis de la mondialisation. Elle s'est engagée à pallier le déficit de qualité constaté dans les activités professionnelles sur le continent et la création de cadres de réflexion autour des secteurs clés de développement. « Au Congo nous avons insisté sur le rapport qualité qui nécessite un effort intelligent constant », a assuré le président de l'UCA.

L'atout de LCB Bank est d'avoir converti ses engagements en actions concrètes. En effet, la banque s'est lancée dans une démarche aboutissant sur un état des lieux qui conduit à la réalisation d'un inventaire des taxes d'amélioration,

d'un plan d'action qui lui a permis d'hierarchiser les problèmes et de s'assurer de la faisabilité des solutions envisagées, de s'assurer que les actions prévues ont été réalisées conformément au calendrier et qu'elles ont produit les bénéfices attendus, de procéder à un mesurage régulier de l'atteinte des objectifs, mesurage qui s'appuie sur des indicateurs pertinents.

Recevant la distinction prix quality day 2021, le patron de LCB Congo a salué le dynamisme et le professionnalisme de son personnel en cette période de crise sanitaire de Covid-19. « Nous avons été résilients. LCB Bank a été résiliente, ce qui n'est pas facile dans un domaine règlementé et sensible que le secteur bancaire. Mais nous avons réussi », s'est réjoui Mohamed Essaid Benjelloum Touimi, avant d'inviter son équipe à doubler d'efforts.

Il faut noter que ces dernières années, la banque a placé la formation du personnel en première ligne de sa stratégie. En clair, elle a organisé une série formation de certification en ingénierie de pédagogie, de formation et de démarche qualité avec l'expert de cabinet conseil. Les sessions de renforcement des capacités internes ont permis à l'établissement d'accroître l'agilité de ses managers et d'enclencher une dynamique de transformation.

Les effets de ces réformes sur la qualité de service sont ressentis auprès des clients de LCB Bank, qui sont nombreux à venir témoigner de leur reconnaissance lors de la cérémonie de remise du prix. Clotaire Ibinda, le président de la convention nationale des promoteurs des écoles privées du Congo, considère LCB comme une banque sûre et partenaire du secteur privé. C'est la même satisfaction Kevin Huguesch, un client, séduit par l'accueil et les offres de LCB Bank.



**REMERCIEMENTS**

Très touchés par la sympathie et le soutien multiforme manifesté à leur égard lors du décès le 5 mai 2021 à Pointe-Noire de Saturnin Zoba, agent de l'entreprise Bolero, la famille Zoba et frères Brice, Yvon, Emeline Michelle, Serges Servais, Gabrielle Sandrine et Harold Vivien ainsi que la famille Bouya et la veuve Bénédicte Bouya adressent aux parents, amis et connaissances leurs vifs remerciements et expriment leur profonde gratitude.  
Priez, souriez, pensez à lui.

**IN MEMORIAM**

5 Juin 1997-5 Juin 2021, 24 ans, jour pour jour, ce fût ! au matin de la guerre du 5 juin 1997, que l'affreuse nouvelle de la tragique disparition de notre époux, père et bien aimé Faustin Ondzienga, « Zeus » pour les intimes nous parvenait, victime innocente d'une cruauté injuste de la guerre.

En ce triste et douloureux jour où nous commémorons ta tragique disparition qui étreint nos cœurs, et en reconnaissance de tes bienfaits, de ton immense amour, bonté et les doux instants agréables passés ensemble, la veuve Ondzienga née Charlotte Ingoba, sa fille aînée Josianne Odzienga et tous les enfants Ondzienga prient tous ceux qui t'ont connu et aimé de ne cesser d'avoir une pensée pieuse pour toi.

Cher époux, Papa ! grand Faustin, homme de grand cœur auprès de Dieu où tu as rejoint ton père Ohanga et tes aïeux, sois-rassuré que tu es irremplaçable et inoubliable.

Pour recommander l'âme de Papa Faustin Ondzienga, entre les mains de Dieu Tout-Puissant, des messes seront dites en sa mémoire du samedi 5 juin au lundi 7 juin 2021, à 6h 15, en l'église Saint-Esprit de Moundali.

Que toutes les âmes des victimes de la tragédie de la guerre du 05 juin 1997, reposent en paix par la miséricorde de Dieu !

**NÉCROLOGIE**

Lucie Prisca Nzinga Condhet, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Mbaya et Mbémbe, les enfants et petits-fils Makaya : Nzonzi Roberto Nephtalie, Mme Konan Elizabeth née Makaya (en Côte-d'Ivoire), Jean Daniel Makaya et Aquila Naboth Makaya en France. Mme Pandi Eliezer Abigaïl, Tania née Makaya, Mamie Makaya, Kesiath Makanga, Domark Makanga, Jackson Gobert, tous à Pointe-Noire, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur grande-sœur, sœur et mère Yeda Damaris Zinga Makaya alias Darling Amadeus, survenu le 19 mai à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au quartier Air Afrique en diagonale du Night-club le Marala.

L'inhumation aura lieu le samedi 5 juin au cimetière de Loubou.

**AVIS DE RECHERCHE**

Madame Suzanne, retraitée du CHU de Brazzaville, recherche un employé de nationalité congolaise habitant dans la zone Sud pour un moulin de :

- Foufou
- Saka-saka
- Arachide

Dossier : Photocopie de la pièce d'identité ou du passeport, ancienne attestation de l'employeur.

Adresse : Quartier sonaco de Moukondo case P 13 087.

Chauffeur qualifié ayant connaissance en mécanique recherche un emploi.

Téléphone : 06 665 04 79

**AVIS DE VENTE**

Madame Suzanne, demeurant au quartier Sonaco Moukondo case P 13 087, vend sa parcelle.

Lieu : 36 rue Okouampi (Mikalou), Brazzaville.

Rosalie Bindika, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Batamio Germain, Diakabana Victor, Tchikebi Dieu-donné, Talakanda Urbain, la famille Kahunga et enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur frère, oncle et père Biyoudi Léon, survenu le dimanche 23 mai 2021 à Brazzaville.

Le deuil se tient au n° 259 de la rue Loufou au Plateau des 15 ans, non loin du marché.

L'inhumation aura lieu le mercredi 9 juin au cimetière Samba Alphonse.

**IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO**

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

**UNE LARGE GAMME DE PRODUITS**

PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels

Journaux

**UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT**

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# Lancement de la bourse Else Kröner

Les bourses d'excellence BEBUC font partie d'un programme qui vise à rajeunir le personnel académique des universités congolaises.



La boursière Bebu Grace Berorwoth, étudiante en médecine à l'Université catholique de Bukavu © Gentil Ishara

Les bourses d'excellence BEBUC (Bourse d'excellence Bringmann aux universités congolaises) dans les domaines de la médecine et des sciences de la vie, financées par l'Else Kröner-Fresenius-Stiftung (EKFS), feront à l'avenir partie d'une bourse Else Kröner. L'université de Kinshasa, en coopération avec l'université Julius-Maximilians de Würzburg (JMU), en Allemagne, a lancé un programme de soutien unique pour les jeunes congolais, indique un communiqué de presse rendu public le 2 juin. BEBUC soutient les échanges académiques et la promotion de

jeunes universitaires dans le but d'améliorer le système universitaire en République démocratique du Congo, afin qu'il réponde aux exigences d'aujourd'hui en matière d'enseignement et de recherche académiques. Pour rendre cela possible, le Pr Bringmann a fondé le « Förderverein Uni Kinshasa eV » (FUNIKIN) en 2009. Le programme de bourses BEBUC est principalement financé par la Else Kröner-Fresenius-Stiftung, avec laquelle l'association FUNIKIN travaille avec succès depuis 2010. BEBUC soutient actuellement près de deux cents jeunes congolais dans

vingt-cinq écoles et universités différentes du pays.

## Un financement de 1,5 million d'euros

Dans le cadre de la nouvelle bourse Else Kröner, l'EKFS, indique le communiqué, va financer le programme de bourses d'excellence BEBUC avec 1,5 million d'euros à partir d'avril 2021. Les bourses Else Kröner peuvent être attribuées à des candidats exceptionnels dans les domaines de la médecine et des sciences de la vie en République démocratique du Congo (RDC) dans toutes les phases pour un

une période de trois ans de cours, incluant le doctorat. «Les bourses soutiennent les étudiants qui, après avoir terminé leurs études à l'étranger, doivent retourner dans leur pays d'origine pour y travailler scientifiquement et plus tard être nommés professeurs», explique le Dr Judith von Heusinger, responsable du financement médical et humanitaire de l'EKFS. L'EKFS promeut le programme de bourses BEBUC depuis 2009. En 2021, la fondation avait investi environ 4,5 millions d'euros dans ce programme de bourses.

## Rajeunir le personnel académique des universités congolaises

Le programme, fondé en 2008 par le Pr Gerhard Bringmann (Université de Würzburg) et le Pr Virima Mudogo (Université de Kinshasa), vise à rajeunir le personnel académique des universités congolaises avec d'excellents jeunes scientifiques et à ouvrir de nouveaux domaines d'études. « *Malgré sa richesse, la République démocratique du Congo est l'un des cinq pays les plus pauvres au monde en termes de PIB par habitant. L'une des principales raisons de la pauvreté est le manque d'éducation de haute qualité,*

*en particulier dans les bonnes universités dans les sciences de la vie et au-delà* », explique le Pr Gerhard Bringmann, président fondateur et membre du conseil d'administration du Förderverein Uni Kinshasa, qui est actuellement Président d'honneur de BEBUC. Son successeur à la direction de BEBUC est le Pr Alfred Forchel, ancien président de l'Université de Würzburg.

## Renouveler le système universitaire congolais

Le programme financé par l'EKFS, explique-t-on, contribue, de manière significative, au renouvellement du système universitaire congolais en mettant l'accent sur la médecine et les sciences de la vie, l'amélioration du système de santé et le développement de solutions scientifiquement fondées pour les besoins fondamentaux de la société. Les boursiers, fait-on savoir, sont sélectionnés selon une procédure de qualité développée par BEBUC et sont accompagnés pendant leurs études. « *Le programme de bourses d'excellence BEBUC a déjà permis à très professeurs d'être nommés dans des universités congolaises ; et d'autres boursiers sont en route* », explique le Pr Forchel.

Patrick Ndongidi

## ÉRUPTION VOLCANIQUE DE NYIRAGONGO

# Concertation pour renforcer l'aide humanitaire

L'objectif de la concertation entre la délégation gouvernementale venue de Goma composée du ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, modeste Mutinga des actions humanitaires et José Mpanda de la Recherche scientifique et la délégation de la communauté humanitaire, conduite par M. David Mclachlan-Karr, s'est focalisé sur la recherche des voies et moyens pour renforcer l'assistance humanitaire en faveur des populations déplacées, victimes de l'éruption volcanique de Nyiragongo qui a secoué la ville de Goma et ses environs, le 22 mai dernier.

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, qui a présidé cette séance de travail au salon rouge du bâtiment du gouvernement a, au nom de l'équipe gouvernementale qui était dernièrement en mission humanitaire à Goma, lancé un plaidoyer pour la mobilisation de l'aide humanitaire en faveur de la population sinistrée de la ville de Goma. C'était en présence aussi de la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Véronique Kilumba « *Nous sommes ici au nom de l'équipe du gouvernement qui a effectué la mission à Goma et qui continue à faire le plaidoyer pour que l'action de la communauté internationale soit encore plus élevée que ce qui est déjà fait. Toutes les interventions montrent à dessein la volonté des humanitaires d'accompagner notre pays face à la difficulté actuelle. Et je vous remercie sincèrement pour cette volonté affichée... Il est important de continuer avec le comité*



La délégation gouvernementale et la communauté des humanitaires

restreint pour arriver à mettre en place tout un mécanisme d'accompagnement», a déclaré le chef de la délégation gouvernementale de Goma et ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, tout en rassurant les humanitaires de la riposte gouvernementale face à ce drame. « *Le Gouvernement fait le maximum. Et nous espérons que les humanitaires vont nous accompagner au-delà de ce qui a été fait maintenant. Nous vous assu-*

*rons également qu'au gouvernement, nous allons tout mettre en œuvre pour que les difficultés administratives liées à la douane, et pour d'autres difficultés en lien avec l'entrée sur le territoire congolais, soient résolues, parce que cela va contribuer à aider nos populations* », a-t-il rassuré sans omettre de saluer les initiatives locales des Congolais et des acteurs politiques qui se mobilisent également pour la cause de leurs compatriotes qui sont en

difficulté à l'est de la RDC. A l'issue de cette réunion avec l'équipe gouvernementale, le coordonnateur humanitaire des Nations unies et chef de la délégation de la communauté humanitaire, M. David Mclachlan-Karr, s'est réjoui de la volonté politique affichée par le gouvernement de la République, notamment sur le fait de mobiliser les humanitaires par rapport à ce drame humanitaire de Goma. « *Nous avons eu l'opportunité d'échanger des*

*points de vue avec l'équipe gouvernementale sur la riposte à la crise humanitaire à Goma. Nous avons surtout parlé de la nécessité d'augmenter, de renforcer l'assistance pour les personnes déplacées qui ont été évacuées par les autorités du Nord-Kivu pour leur protection. Nous avons actuellement recensé près de quatre cent mille personnes qui sont dans le besoin. Et nous sommes en train de planifier avec le gouvernement un paquet d'assistance en faveur des sinistrés* », a laissé entendre David Mclachlan-Karr.

Tout en insistant sur la protection des équipes humanitaires contre les attaques éventuelles des bandits armés dans la zone d'intervention, David Mclachlan-Karr a souligné que l'échange était fructueux. « *Et nous avons échangé sur comment renforcer notre coopération pour la mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds qui vont financer ce programme de riposte* ».

Blandine Lusimana



## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

N°023-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/21

### RELATIF AU RECRUTEMENT DE QUATRE (04) AGENCES DE PAIEMENT CHARGEES D'ASSURER LE VERSEMENT DES ALLOCATIONS AUX MENAGES BENEFICIAIRES DANS LE CADRE DU PLRUC

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour financer le Projet Lisungi de Réponse d'Urgence à la COVID-19 (PL-RUC). Le Projet Lisungi-Système de filets sociaux a l'intention d'utiliser une partie des ressources accordées au titre de ce financement pour financer les contrats de services de quatre (04) agences de paiement chargées d'assurer le versement des allocations aux ménages bénéficiaires dans le cadre du PLRUC.

2. Les services prévus au titre de cette mission visent : (i) la mise en place d'un service devant permettre aux ménages d'accéder à leur allocation et à d'autres services financiers proposés par l'agence de paiement, (ii) la mise à disposition des ménages de l'information sur l'utilisation des outils et moyens de paiement électronique proposés, (iii) la mise à la disposition des ménages des moyens de paiement requis (liste, SMS, comptes allocataires, Etc.), (iv) le paiement des allocations aux bénéficiaires dans les lieux indiqués, (v) la production et la fourniture des rapports de paiement et des états financiers validés par toutes les parties, (vi) la soumission des états de paie à l'audit financier.

3. L'unité de Gestion du Projet invite les agences de paiement intéressées à présenter leurs candidatures en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les agences de paiement doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications

requis et une expérience pertinente (documentations sur la firme et ses domaines de compétences, références concernant l'exécution de contrats analogues) dans le domaine de la mission pour l'exécution des Services. Les références doivent obligatoirement être accompagnées des pages de gardes et des pages de signature des contrats et des certifications de bonne fin d'exécution. Un tableau récapitulatif ces références doit nécessairement faire ressortir l'objet de la mission, l'adresse du client, le montant de l'activité, l'année de réalisation, la durée de la mission.

4. Les critères de qualification des agences de paiement dans le domaine des services attendus pour l'établissement de la liste restreinte sont les suivants : L'agence de paiement peut être une banque, un Etablissement de microfinance une Société / opérateur de téléphonie mobile ou une entreprise fintech (technologie financière). Elle doit répondre aux critères ci-après :  
-Avoir une représentation dans les principales localités des zones retenues et y avoir réalisées des opérations financières ;  
-Avoir l'expérience dans le paiement électronique de masse ;  
-Avoir les outils et les solutions requises pour réaliser les paiements embarqués ;  
-Avoir une plateforme devant permettre de faire directement les virements dans les comptes Mobile Money du ménage ou compte bancaire du ménage,  
-Ne pas se soustraire à l'obligation de

production des rapports de paiements et les différents états financiers exigés par l'UGP et/ ou les auditeurs externes.

5. L'Unité de Gestion du Projet attire l'attention des consultants sur la section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projet d'investissement édition de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018 qui met l'accent sur la Politique de la Banque Mondiale en matière de conflits d'intérêt et le paragraphe 3.32 relatif à la fraude et à la corruption.

6. Une liste restreinte de cinq (05) à huit (08) agences de paiement sera établie à l'issue de l'avis à manifestation d'intérêt et la sélection du cabinet se fera selon la sélection basée sur les qualifications des consultants (QC) telle que décrite dans le Règlement de passation des marchés.

7. Les manifestations d'intérêt accompagnées des références pertinentes dans le domaine des services demandés, devront être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le jeudi 17 juin 2021 à 13H00 (heure locale) et porter la mention : AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°023-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/21 RELATIF AU RECRUTEMENT DE QUATRE (04) AGENCES DE PAIEMENT CHARGEES D'ASSURER LE VERSEMENT DES ALLOCATIONS AUX MENAGES BENEFICIAIRES DANS LE CADRE DU PLRUC.

8. Les agences de paiement intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires ainsi que les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux : de 8H00 à 16H00 heures locales.

9. Les agences de paiement intéressées devront soumettre leurs dossiers de manifestation d'intérêt comprenant :  
-Lettre de manifestation d'intérêt dûment signée par le responsable habilité du cabinet ;  
-Document de présentation du cabinet (organisation administrative, documentation juridique) ;  
-Document de présentation des missions similaires réalisées ;  
-Liste et CV du personnel de l'agence de paiement.

10. Les manifestations d'intérêt seront adressées à :

A l'attention de Monsieur Alfred Constant KIAKOUAMA  
Coordonnateur du Projet Lisungi Système de Filets Sociaux  
Adresse : Ancien siège du PARSEGD, Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis club de Brazzaville  
Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo)  
Pays : République du Congo  
Email : recrutement.lisungi@gmail.com

**Fait à Brazzaville, le 02 juin 2021**  
**Le Coordonnateur**  
**Alfred Constant KIAKOUAMA**

REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE  
PROJET LISUNGI-SYSTEME DES FILETS SOCIAUX

### Avis d'appel d'offres national No : N°002-FNT/MASAH/PLRUC-SFS/UGP-FA2/21

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un Crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour contribuer au financement du Projet de Riposte d'Urgence à la COVID 19 (PLRUC) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture de cinq (05) véhicules pick-up 4x4 double cabine au profit de l'Unité de Gestion du Projet Lisungi-Système de filets sociaux.

2. L'Unité de Gestion dudit Projet sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour acquérir les cinq (05) véhicules pick-up 4x4 double cabine.  
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres national (AON) tel que défini dans les « Directives : passation des marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA » édition révisée

2017, et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet LISUNGI-SYSTEME DES FILETS SOCIAUX, sis Forêt de la patte d'oie, Route de l'aéroport, Batignolles-Brazzaville (République du Congo), Courriel : lisungi@gmail.com

5. Le Dossier d'appel d'offres peut être consulté pendant les heures ouvrables de 8 à 16 heures, heure de Brazzaville à l'adresse ci-dessus mentionnée.

6. Les exigences en matière de qualifications sont : i) capacité financière ii) capacité technique et expérience pertinente iii) capacité à assurer le service après-vente. Aucune marge de préférence applicable à certaines fournitures fabriquées locale-

ment ne sera octroyée aux soumissionnaires. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en Français à l'adresse mentionnée ci-dessus contre versement d'un montant non remboursable de cinquante mille (50 000) Francs CFA. La méthode de paiement sera : versement en espèces contre reçu au Secrétariat du Projet LISUNGI-SYSTEME DES FILETS SOCIAUX. Le document d'Appel d'offres sera adressé par courrier express ou par voie électronique à tout soumissionnaire qui en exprime la demande et les frais d'expédition sont à sa charge.

8. Les offres toutes taxes comprises devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 4 Juin 2021 à 13 heures, heure locale de Brazzaville. La soumission des offres par voie électronique ne sera

pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne ou à distance à l'adresse du Projet LISUNGI-SYSTEME DES FILETS SOCIAUX mentionnée ci-dessus le 4 Juin 2021 à 13 heures 15 minutes. Les offres doivent respectivement comprendre une garantie de l'offre d'un montant de Quatre millions (4 000 000) FCFA.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :  
Projet LISUNGI-SYSTEME DES FILETS SOCIAUX  
Forêt de la patte d'oie, Route de l'aéroport, Batignolles-Brazzaville  
lisungi@gmail.com, République du Congo.

**Le Coordonnateur**  
**Alfred Constant KIAKOUAMA**

Election des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires - 29 et 30 mai 2021

**Liste des conseillers des Français de l'étranger élus** (selon l'ordre du tirage au sort)

Circonscription électorale consulaire	Candidats (scrutin uninominal) ou titre de la liste (scrutin de liste)	Civilité	Prénom	NOM
Afrique du Sud, Mozambique, Namibie, Botswana	VOIX DU SUD	M.	Gaël	CLAQUIN
Afrique du Sud, Mozambique, Namibie, Botswana	UNIS POUR AGIR : AFRIQUE DU SUD - MOZAMBIQUE - NAMIBIE - BOTSWANA	M.	Alexandre	BARRIERE-IZARD
Afrique du Sud, Mozambique, Namibie, Botswana	UNIS POUR AGIR : AFRIQUE DU SUD - MOZAMBIQUE - NAMIBIE - BOTSWANA	Mme	Nathalie, Laurence	LASSERRE
Algérie 1ère circonscription	Alliance solidaire des Français d'Algérie	M.	Ouassini	YOUNSI
Algérie 1ère circonscription	Ensemble pour de nouveaux défis avec l' "UNION DES FRANÇAIS EN ALGERIE"	M.	Ahmed	HENNI
Algérie 1ère circonscription	Ensemble pour de nouveaux défis avec l' "UNION DES FRANÇAIS EN ALGERIE"	Mme	Yolande	MATEO
Algérie 1ère circonscription	Ensemble pour de nouveaux défis avec l' "UNION DES FRANÇAIS EN ALGERIE"	M.	Mehdi	BELATRECHE
Algérie 2ème circonscription	Agir Ensemble Pour de Nouveaux Défis, Une Equipe à Votre Ecoute Pour Vous Servir, Vous Défendre, Vous Informer.	M.	Sabri	MÊLE
Algérie 2ème circonscription	FRANÇAIS du MONDE, AMIS et SOLIDAIRES	M.	Fwad	HASNAOUI
Algérie 2ème circonscription	Alliance Solidaire des Français de l'Etranger	M.	Abdelghani	BOUTALEB
Algérie 3ème circonscription	En Marche Pour De Nouveaux Défis Avec l'Union Des Français En Algérie - Une Equipe à Votre Ecoute Pour Vous Servir, Vous Défendre, Vous informer	Mme	Tassadit, Rada	RAHAL
Algérie 3ème circonscription	En Marche Pour De Nouveaux Défis Avec l'Union Des Français En Algérie - Une Equipe à Votre Ecoute Pour Vous Servir, Vous Défendre, Vous informer	M.	Djamal	HAMMOUTENE
Algérie 3ème circonscription	Citoyens français avec une éthique et des valeurs	Mme	Nadia	LAHLOUH NÉE AOUN
Algérie 3ème circonscription	Alliance solidaire des Français de l'étranger	M.	Karim	DENDÈNE
Algérie 3ème circonscription	Alliance solidaire des Français de l'étranger	Mme	Sabrina	AICHOUN
Allemagne 1ère circonscription	Au service des Français et de l'amitié franco-allemande - Liste indépendante de tout parti politique	Mme	Marie-Christine	KLISS
Allemagne 1ère circonscription	LA LISTE ÉCOLOGISTE SOCIALE ET CITOYENNE ENSEMBLE EN ALLEMAGNE SOUTENUE PAR EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS, BÜNDNIS 90 / DIE GRÜNEN, PARTI SOCIALISTE, GÉNÉRATION.S, FRANÇAIS DU MONDE, PLACE PUBLIQUE	M.	Stéphan	MAIGNÉ
Allemagne 1ère circonscription	LA LISTE ÉCOLOGISTE SOCIALE ET CITOYENNE ENSEMBLE EN ALLEMAGNE SOUTENUE PAR EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS, BÜNDNIS 90 / DIE GRÜNEN, PARTI SOCIALISTE, GÉNÉRATION.S, FRANÇAIS DU MONDE, PLACE PUBLIQUE	Mme	Camille	RAFFIN-WEINLEIN
Allemagne 1ère circonscription	LA LISTE ÉCOLOGISTE SOCIALE ET CITOYENNE ENSEMBLE EN ALLEMAGNE SOUTENUE PAR EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS, BÜNDNIS 90 / DIE GRÜNEN, PARTI SOCIALISTE, GÉNÉRATION.S, FRANÇAIS DU MONDE, PLACE PUBLIQUE	M.	Philippe	LOISEAU
Allemagne 1ère circonscription	Agir Ici, l'Europe à Cœur	M.	Henri	ZELLER
Allemagne 2ème circonscription	Citoyen.ne.s engagé.e.s, écologistes et solidaires	M.	Olivier	PASCAL
Allemagne 2ème circonscription	Citoyen.ne.s engagé.e.s, écologistes et solidaires	Mme	Saliha	OUAMMAR
Allemagne 2ème circonscription	Citoyen.ne.s engagé.e.s, écologistes et solidaires	M.	Alain	PAGANI
Allemagne 2ème circonscription	Alliance de la droite, du centre et des indépendants	M.	Jean-Marie	LANGLET
Allemagne 2ème circonscription	Alliance Solidaire des Français d'Allemagne	M.	Matthieu	PIROUELLE
Allemagne 2ème circonscription	En Marche ! Pour les Français d'Allemagne	M.	Jean-Pierre	RENOLLAUD
Allemagne 3ème circonscription	Français d'Allemagne En Marche ! - Liens Ecologie Démocratie (LED)	M.	Bruno	PLUDERMACHER
Allemagne 3ème circonscription	Français d'Allemagne En Marche ! - Liens Ecologie Démocratie (LED)	Mme	Laurence	GROMIER-HEIM
Allemagne 3ème circonscription	POUR VOUS, AVEC VOUS ! Pour une fiscalité non discriminatoire, pour une écologie réaliste, pour la défense de la langue française, pour une meilleure coordination européenne sociale et juridique	Mme	Nadine	FOUQUES-WEISS
Allemagne 3ème circonscription	Engagement écologiste et citoyen en Allemagne du Sud	Mme	Audrey	LECLERC
Allemagne 3ème circonscription	Engagement écologiste et citoyen en Allemagne du Sud	M.	Frédéric	ZUCCO
Allemagne 3ème circonscription	Liste social-écologiste et citoyenne	Mme	Ellen	BOUVERET
Andorre	Catherine, Marie-France METAYER	Mme	Catherine, Marie-France	METAYER
Angola	Avraham BENHAIM	M.	Avraham	BENHAIM
Arabie saoudite 1ère circonscription avec Yémen	L'UNION FAIT LA FRANCE	Mme	Nadia	CHAYA
Arabie saoudite 1ère circonscription avec Yémen	L'UNION FAIT LA FRANCE	M.	Abdeljabbar	EL AMERI
Arabie saoudite 1ère circonscription avec Yémen	L'UNION FAIT LA FRANCE	Mme	Elise Marie	BEN HOUIDI
Arabie saoudite 2ème circonscription avec Koweït	Unis pour les Français du Golfe UFG	Mme	Zaïda, Marie	SLAIMAN
Arabie saoudite 2ème circonscription avec Koweït	"Ensemble pour les Français du Golfe !"	M.	Hugues	LETANCHE
Arabie saoudite 2ème circonscription avec Koweït	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'ARABIE SAOUDITE / KUWAIT	Mme	Mira	ABI RAMIA
Argentine	Républicains et Solidaires	M.	Laurent	WAKSMANN
Argentine	Construire	M.	Jérôme	GUILLOT
Argentine	Collectif Solidaires – Citoyen.ne.s de gauche, écologistes et féministes	Mme	Marie	UTEAU VENEGAS
Argentine	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS D'ARGENTINE. UNE VOIX LOCALE ET INDÉPENDANTE	M.	Christophe	DUBOIS
Arménie, Géorgie	Lusine BARDON	Mme	Lusine	BARDON-HAMBARZUMYAN
Australie, Fidji, Papouasie-Nlle Guinée	Solidarité Français en Australie	Mme	Elise	LEGER
Australie, Fidji, Papouasie-Nlle Guinée	Ensemble, Citoyens et Solidaires ! Liste soutenue par Français du monde et Europe Écologie - Les Verts	M.	Jean-Philippe	GRANGE
Australie, Fidji, Papouasie-Nlle Guinée	Ensemble, Citoyens et Solidaires ! Liste soutenue par Français du monde et Europe Écologie - Les Verts	Mme	Caroline	BRUNEL
Australie, Fidji, Papouasie-Nlle Guinée	ENSEMBLE MAINTENANT ! ECOUTER, COMPRENDRE, AGIR	M.	Serge	THOMANN
Australie, Fidji, Papouasie-Nlle Guinée	Alliance Solidaire des Français d'Australie	Mme	Valérie	VILLIÈRE
Autriche, Slovaquie, Slovénie	Union EnMarche - MoDem - Autriche Slovaquie Slovénie	M.	Fabrice	TRESSARD
Autriche, Slovaquie, Slovénie	Trait d'union - Autriche - Slovaquie - Slovénie	M.	Patrick	UGO
Autriche, Slovaquie, Slovénie	Pour une proximité écologique et solidaire	M.	Louis	SARRAZIN
Autriche, Slovaquie, Slovénie	Pour une proximité écologique et solidaire	Mme	Mathilde	OLLIVIER
Belgique	Unis à gauche pour la Solidarité, l'Ecologie et l'Europe	Mme	Cécilia	GONDARD
Belgique	ENSEMBLE - Union des Françaises et des Français de Belgique, soutenue par la DROITE et le CENTRE	M.	Anthony	BISCH
Belgique	En marche pour les Français de Belgique	M.	Thierry	MASSON
Belgique	En marche pour les Français de Belgique	Mme	Isabelle	WANDELST
Belgique	En marche pour les Français de Belgique	M.	Jérémy	MICHEL
Belgique	L'écologie pour les Français.e.s de Belgique	M.	Bertrand	WERT
Belgique	L'écologie pour les Français.e.s de Belgique	Mme	Léa	CHARLET
Bénin	Europe Ecologie- les verts / BENIN (EELVB)	M.	Arsène	ATINDEHOU
Bénin	UNION DES FRANÇAIS DU BENIN	M.	Luc	DORSO
Bénin	CITOYENS DANS LA DIVERSITE FRANÇAIS DU MONDE AU BENIN	Mme	Josiane	ADJOVI ÉPOUSE AGBO
Bolivie	Maurice MANÇO	M.	Maurice	MANÇO-QUIROGA

Circonscription électorale consulaire	Candidats (scrutin uninominal) ou titre de la liste (scrutin de liste)	Civilité	Prénom	NOM
Brésil 1ère circonscription	TOUS UNIS ! Écologie - Solidarité	M.	Jean-François	DELUCHEY
Brésil 1ère circonscription	TOUS UNIS ! Écologie - Solidarité	Mme	Julie	CAVIGNAC
Brésil 1ère circonscription	LA FRANCE AU COEUR Rassemblement de la Droite Républicaine et du Centre	M.	Xavier	NOËL-BOUTON
Brésil 2ème circonscription	POUR TOUS LES FRANÇAIS	Mme	Marie	GODEFROY
Brésil 2ème circonscription	TRAITS-D'UNION : POUR UN MANDAT COLLECTIF D'ACTIONS CITOYENNES, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE	Mme	Mélanie	MONTINARD
Brésil 2ème circonscription	TRAITS-D'UNION : POUR UN MANDAT COLLECTIF D'ACTIONS CITOYENNES, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE	M.	Tulio	MATENCIO
Brésil 3ème circonscription	Traits d'Union : pour un mandat collectif d'actions citoyennes, écologiste et solidaire	M.	Frédéric	LAPLACE
Brésil 3ème circonscription	UNION des FRANÇAIS de SAO PAULO et SUD BRESIL. Un Monde de Projets - Liste indépendante	Mme	Ana Fabia	FERRAZ MARTINS
Brésil 3ème circonscription	La France au Coeur - L'expérience au service de nos compatriotes	M.	Bertrand	DUPONT
Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Albanie, Kosovo, Monténégro	Les Balkans En Marche !	Mme	Amélie	LECLERCQ
Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Albanie, Kosovo, Monténégro	ASFE ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS A L'ETRANGER - BALKANS SUD "Les Valeurs de la France au Coeur"	M.	Patrick	PASCAL
Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Albanie, Kosovo, Monténégro	Ecologie, Citoyenneté, Solidarité, Liste soutenue par Europe, Ecologie Les Verts	Mme	Tatiana	BOTEVA-MALO
Burkina Faso	Des conseillers à l'écoute de tous les Français du Burkina	M.	Ousmane	OUÉDRAOGO
Burkina Faso	Vivre Ensemble au Burkina Faso. L'expérience et la compétence à votre service.	Mme	Martine	VORON
Burkina Faso	UNE EQUIPE EXPERIMENTEE ET SOLIDAIRE AU SERVICE DES FRANCAISES ET DES FRANCAIS AU BURKINA FASO	Mme	Françoise	LE LOSQ OUEDRAOGO
Cambodge	Mobilisés pour vous !	M.	Victor, Frédéric	REMIGI
Cambodge	Français au Cambodge – Plus forts ensemble !	M.	Florian, Dominique	BOHEME
Cambodge	Solidaire par-delà les frontières	M.	Jean, Christian	LESTIENNE
Cameroun, Guinée équatoriale	ALLIANCE Des Français du CAMEROUN - indépendant Comme Vous.	M.	Thierry	DUPLEIX
Cameroun, Guinée équatoriale	FRANCAIS CITOYENS SOLIDAIRES	Mme	Esther	PIALOT MVOT
Cameroun, Guinée équatoriale	UNE VOIX POUR NOS DROITS	M.	Olivier	LELOUSTRE
Canada 1ère circonscription	ÉQUIPE CITOYENNE POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DURABLE POUR L'AVENIR DES FRANÇAIS.ES DE L'OUEST DU CANADA – soutenue par EELV Europe Écologie Les Verts	M.	Aloïs	GALLET
Canada 1ère circonscription	Ma priorité, c'est vous ! Mon expérience consulaire répondra à toutes vos problématiques personnelles, administratives. J'encouragerai les permanences consulaires, les bureaux de vote au plus proche de vous BC, AB, SK sans oublier T.N-E et le YUKON	M.	Olivier	DELLAPINA
Canada 1ère circonscription	Ma priorité, c'est vous ! Mon expérience consulaire répondra à toutes vos problématiques personnelles, administratives. J'encouragerai les permanences consulaires, les bureaux de vote au plus proche de vous BC, AB, SK sans oublier T.N-E et le YUKON	Mme	Cindy	DELLAPINA
Canada 1ère circonscription	Français d'ici	M.	Franck	POINT
Canada 2ème circonscription	Ensemble pour vous ! La défense de vos intérêts au cœur de notre action. Liste indépendante au service de tous les Français et Françaises de la circonscription, conduite par Francine Watkins, conseillère sortante	Mme	Francine	WATKINS
Canada 2ème circonscription	EN MARCHÉ POUR LES FRANÇAIS DE L'ONTARIO ET DU MANITOBA	M.	Yann	LE BORGNE
Canada 2ème circonscription	ÉCOLOGIE, CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE, SOLIDARITÉ ET CITOYENNETÉ : UNE LISTE NON PARTISANE AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE L'ONTARIO ET DU MANITOBA	Mme	Delphine	ADENOT-OWUSU
Canada 2ème circonscription	EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS – Ontario, Manitoba. Verts, dynamiques et solidaires : Agir ensemble pour l'avenir	M.	Olivier	GIFFAUX
Canada 3ème circonscription	Europe Ecologie-Les Verts, La France Insoumise : Mouvement pour l'Écologie et la Solidarité	Mme	Laetitia	BERT
Canada 3ème circonscription	En Marche pour les Françaises et les Français de Québec, de Trois-Rivières, du Saguenay et de la Gaspésie	M.	Guillaume	LECOMTE
Canada 3ème circonscription	ÉCOLOGIE, CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE AVEC LES FRANÇAIS DU QUÉBEC : LISTE VERTE DE CANDIDATS RECONNUS POUR LEUR EXPÉRIENCE, LEUR ENGAGEMENT ET LEUR DÉVOUEMENT ENVERS NOTRE COMMUNAUTÉ FRANÇAISE	Mme	Evelyne	DIOT
Canada 3ème circonscription	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER - QUÉBEC	M.	Arthur	SILVE
Canada 4ème circonscription	ENSEMBLE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PREMIER MINISTRE POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE EN SUPPRIMANT LA CSG/CRDS, UNE PROTECTION SOCIALE DE LA CFE ACCESSIBLE À TOUS ET UNE SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES CONSULAIRES EN LIGNE	M.	Laurent	GONIN
Canada 4ème circonscription	Rassemblement citoyen social, écologiste et solidaire : Défendre nos droits au Québec et dans les Provinces Atlantiques, liste conduite par Yan Chantrel	M.	Yan	CHANTREL
Canada 4ème circonscription	Rassemblement citoyen social, écologiste et solidaire : Défendre nos droits au Québec et dans les Provinces Atlantiques, liste conduite par Yan Chantrel	Mme	Gwenaëlle	OLIVIÉ
Canada 4ème circonscription	Rassemblement citoyen social, écologiste et solidaire : Défendre nos droits au Québec et dans les Provinces Atlantiques, liste conduite par Yan Chantrel	M.	Anthony	LOPEZ
Canada 4ème circonscription	ÉCOLOGIE, URGENCE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT AVEC LES FRANÇAISES ET LES FRANÇAIS DU QUÉBEC ET DES PROVINCES ATLANTIQUES : LISTE VERTE POUR SERVIR ET DÉFENDRE VOS INTÉRÊTS EN ACCORD AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU.	Mme	Virginie	BEAUDET
Canada 4ème circonscription	EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS, LA FRANCE INSOUMISE, GÉNÉRATION.S : Mouvement pour l'Écologie et la Solidarité	M.	Ramzi	SFEIR
Canada 4ème circonscription	LA DROITE UNIE, ALLIÉE AU CENTRE. L'EQUIPE EXPERIMENTEE ET COMBATIVE DU Dr LUBRINA POUR VOUS ÉCOUTER ET DÉFENDRE VOS INTÉRÊTS : SANTÉ, DROIT À LA CARTE VITALE, MEILLEURS SERVICES CONSULAIRES, ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS, ABOLIR LA CSG-CRDS, etc.	M.	François	LUBRINA
Chili	NOTRE EXPÉRIENCE ET NOTRE ENGAGEMENT A VOTRE ÉCOUTE – AVEC MARIE CHRISTINE HARITÇALDE, JEAN-MARC BESNIER ET KARINE RIFFAUD	Mme	Marie Christine	HARITÇALDE
Chili	NOTRE EXPÉRIENCE ET NOTRE ENGAGEMENT A VOTRE ÉCOUTE – AVEC MARIE CHRISTINE HARITÇALDE, JEAN-MARC BESNIER ET KARINE RIFFAUD	M.	Jean-Marc	BESNIER
Chili	Ecologie et Solidarité pour Notre Avenir Commun	Mme	Catherine	BLANCHE
Chili	Ecologie et Solidarité pour Notre Avenir Commun	M.	Daniel	COLAS
Chine 1ère circonscription	Conseillers des Français de Chine : Accompagner, Informer, Agir	Mme	Christina	PARELLADA
Chine 1ère circonscription	Alliance Solidaire des Français de Canton, Wuhan et Chendu	M.	David	BASSIR

Circonscription électorale consulaire	Candidats (scrutin uninominal) ou titre de la liste (scrutin de liste)	Civilité	Prénom	NOM
Chine 1ère circonscription	FRANCAIS DE CHINE DU SUD, CONTINUONS ENSEMBLE !	M.	Jean-Jacques	VERDUN
Chine 2ème circonscription avec Mongolie et Corée du Nord	ASFE - AGIR pour Servir	Mme	Françoise	ONILLON
Chine 2ème circonscription avec Mongolie et Corée du Nord	ENSEMBLE, EN MARCHÉ !	M.	Pascal	GENTIL
Chine 2ème circonscription avec Mongolie et Corée du Nord	LISTE SOCIAL-ÉCOLOGIE. LE LIEN	M.	Franck	PAJOT
Chine 3ème circonscription	RENOUVEAU	M.	Marc	GUYON
Chine 3ème circonscription	Français de Hong Kong et Macao, Continuons ensemble !	Mme	Catya	MARTIN
Chine 3ème circonscription	Alliance Solidaire des Français de Hong Kong et Macao	Mme	Emilie	TRAN-SAUTEDÉ
Chine 3ème circonscription	Solidaires à Hong Kong et Macao	M.	Pierre-Yves	DUPUIS
Chine 4ème circonscription	Agir Pour Vous avec En Marche !	M.	Guillaume	MALLET
Chine 4ème circonscription	Alliance Solidaire des Français de Shanghai, Anhui, Jiangsu et Zhejiang- Agir pour servir	Mme	Gwenola	COUPÉ
Chine 4ème circonscription	VOS CONSEILLERS	Mme	Alexandra	TAULIN
Chypre	Hélène KYPRIANIDOU	Mme	Hélène	KYPRIANIDOU
Colombie	AGIR POUR VOUS, AGIR POUR TOUS	M.	Cyril	MARTIQUET
Colombie	PEPS : POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE ET SOCIALE	Mme	Cécile	LAVERGNE
Colombie	PEPS : POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE ET SOCIALE	M.	Colin	GAVIGNET
Comores	Djaouad MZE	M.	Djaouad	MZE
Congo	En Marche Ensemble pour vous Françaises et Français du Congo	M.	René Pierre Raphaël	MARINI
Congo	ENGAGÉS POUR VOUS AU CONGO	Mme	Anne	BOULO
Congo	Alliance Solidaire des Français de l'Étranger du CONGO (ASFE)	M.	Cyril	CHANGARNIER
Corée du Sud, Taiwan	RASSEMBLEMENT CORÉE-TAIWAN	Mme	Chih-Shan (Coralie)	YUAN
Corée du Sud, Taiwan	FRANÇAIS DU MONDE, ÉCO-CITOYENS ET SOLIDAIRES	M.	Benjamin	JOINAU
Corée du Sud, Taiwan	FRANÇAIS DU MONDE, ÉCO-CITOYENS ET SOLIDAIRES	Mme	Karine	BILLARANT LIMA
Costa Rica, Honduras, Nicaragua	Agissons ensemble	M.	Denis	GLOCK
Costa Rica, Honduras, Nicaragua	Agissons ensemble	Mme	Malika	RABIA
Costa Rica, Honduras, Nicaragua	Alliance Solidaire des Français au Costa Rica-Nicaragua-Honduras	Mme	Fanny	STERNER
Côte d'Ivoire	Français de Côte D'Ivoire, Français du Monde	Mme	Jackie	BERTHO
Côte d'Ivoire	Français de Côte D'Ivoire, Français du Monde	M.	Baptiste	HEINTZ
Côte d'Ivoire	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ASFE	M.	Jean-Luc	RUELLE
Côte d'Ivoire	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ASFE	Mme	Jacqueline	CHAPMAN
Côte d'Ivoire	ENSEMBLE AVEC TOUS LES FRANÇAIS DE CÔTE D'IVOIRE	M.	Bruno	MARTINATO
Croatie	Tea PESTOTNIK PREBEG	Mme	Tea	PESTOTNIK PREBEG
Danemark	Les Français du Danemark ÉCOUTER COMPRENDRE AGIR	M.	Pascal	BADACHE
Danemark	Le Coeur à Gauche	M.	Luc	DE VISME
Danemark	Vous écouter, porter votre voix, défendre vos droits, promouvoir vos initiatives	Mme	Marie-José	CARON
Djibouti	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER	M.	Vincent	SADEQUE
Djibouti	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER	Mme	Eva	PARDINA
Djibouti	Ensemble, vivre à Djibouti	M.	Jean	MEUNIER
Egypte	ADFE – FRANÇAIS DU MONDE EN EGYPTÉ SOLIDARITE, EGALITE, DIVERSITE	Mme	Marianick	URVOY
Egypte	EN MARCHÉ FRANÇAIS D'EGYPTE	Mme	Catherine	PASCAL
Egypte	SERVIR ET DEFENDRE LES FRANÇAIS D'EGYPTE, LISTE INDEPENDANTE	M.	Hervé	MAJIDIER
Emirats arabes unis, Oman	LA COMMUNAUTE AU COEUR - Votre voix pour vous défendre et vous informer	M.	Laurent	RIGAUD
Emirats arabes unis, Oman	LA COMMUNAUTE AU COEUR - Votre voix pour vous défendre et vous informer	Mme	Isabelle	MORIOU
Emirats arabes unis, Oman	LA COMMUNAUTE AU COEUR - Votre voix pour vous défendre et vous informer	M.	Hervé	SEROL
Emirats arabes unis, Oman	En marche, Ensemble !	M.	Guillaume	NASSIF
Emirats arabes unis, Oman	Liste Indépendante pour les Français aux Emirats arabes Unis et au Sultanat d'Oman (L.I.F.E.)	M.	Gilles	GRIMA
Equateur	NOTRE FORCE C'EST L'UNION	Mme	Tannya	BRICARD
Equateur	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS DE L'EQUATEUR	M.	Yves	DU PARC
Equateur	VOUS ECOUTER POUR VOUS AIDER	M.	François, José	ANDRES
Espagne 1ère circonscription	AGISSONS ENSEMBLE, MOUVEMENT CITOYEN POUR L'ÉCOLOGIE ET LA SOLIDARITÉ	M.	Renaud	LE BERRE
Espagne 1ère circonscription	AGISSONS ENSEMBLE, MOUVEMENT CITOYEN POUR L'ÉCOLOGIE ET LA SOLIDARITÉ	Mme	Ana	SAINT-DIZIER
Espagne 1ère circonscription	AGISSONS ENSEMBLE, MOUVEMENT CITOYEN POUR L'ÉCOLOGIE ET LA SOLIDARITÉ	M.	Philippe	OGONOWSKI
Espagne 1ère circonscription	En action pour TOUS les Français	M.	Baudouin	DE MARCELLUS
Espagne 1ère circonscription	LIFE - Liste Indépendante des Français de l'Étranger	M.	Pascal	BOURBON
Espagne 2ème circonscription	AGISSONS ENSEMBLE – Mouvement citoyen des Françaises et Français d'Espagne, des élus engagés à vos côtés. Poursuivons ensemble notre action pour plus de Solidarité et d'Ecologie	M.	François	RALLE ANDREOLI
Espagne 2ème circonscription	AGISSONS ENSEMBLE – Mouvement citoyen des Françaises et Français d'Espagne, des élus engagés à vos côtés. Poursuivons ensemble notre action pour plus de Solidarité et d'Ecologie	Mme	Gaëlle	LECOMTE
Espagne 2ème circonscription	AGISSONS ENSEMBLE – Mouvement citoyen des Françaises et Français d'Espagne, des élus engagés à vos côtés. Poursuivons ensemble notre action pour plus de Solidarité et d'Ecologie	M.	Pablo	QUINTANA
Espagne 2ème circonscription	Ensemble pour TOUS les Français d'Espagne	M.	Stéphane	VOJETTA
Espagne 2ème circonscription	Ensemble pour TOUS les Français d'Espagne	Mme	Stéphanie	LE VAILLANT VIGNANCOUR
Espagne 2ème circonscription	ALLIANCE SOLIDAIRE DES FRANÇAIS D'ESPAGNE	Mme	Stéphanie	VILLEMAGNE
Etats-Unis 1ère circonscription	LISTE INDEPENDANTE DES FRANCAIS DU SUD-EST	M.	Dominique	LEMOINE
Etats-Unis 1ère circonscription	Alliance solidaire des Français d'Atlanta et du Sud Est des Etats Unis	Mme	Ndeye Penda	NDIAYE
Etats-Unis 1ère circonscription	Les Français du sud-est américain En Marche	Mme	Michèle	OLIVERES-ALAIN
Etats-Unis 2ème circonscription	Alliance Solidaire des Français du Nord-Est des Etats-Unis	Mme	Maria José	RUEDA
Etats-Unis 2ème circonscription	En Marche ! pour la Nouvelle Angleterre	M.	Julien	CAVANAGH
Etats-Unis 2ème circonscription	En Marche ! pour la Nouvelle Angleterre	Mme	Anne-Clotilde	ROCHE
Etats-Unis 2ème circonscription	Union de la droite, du centre et des indépendants	Mme	Sandrine	HULOT
Etats-Unis 3ème circonscription	Des citoyens En Marche pour vous représenter et porter les valeurs qui nous unissent	M.	Yves	JAKUBOWICZ
Etats-Unis 3ème circonscription	Français du Texas et du Sud Ouest	M.	Jean-François	BONNETE
Etats-Unis 3ème circonscription	Français du Texas et du Sud Ouest	Mme	Véronique	BEVIERRE
Etats-Unis 3ème circonscription	LA VOIX DES FRANÇAIS D'AMERIQUE - Liste de la droite et du centre soutenue par les Républicains et les Centristes Liste conduite par Pierre GROSSIDIER	M.	Pierre	GROSSIDIER
Etats-Unis 4ème circonscription	Liste des Ecologistes du Midwest et du Kentucky : pour une Communauté Responsable, Inclusive et Solidaire	M.	Oussama	LARAICHI
Etats-Unis 4ème circonscription	ENSEMBLE DANS LE MIDWEST	M.	Guillaume	LABAT
Etats-Unis 4ème circonscription	FRANÇAIS D'AMERIQUE ENSEMBLE - LISTE CONDUITE PAR PATRICK BOURBON ET ALINE DELPIERRE CONSEILLERS DES FRANÇAIS DU MIDWEST ELUS - A VOTRE ECOUTE ET VOTRE SERVICE - DEPUIS 2014	M.	Patrick	BOURBON
Etats-Unis 4ème circonscription	FRANÇAIS D'AMERIQUE ENSEMBLE - LISTE CONDUITE PAR PATRICK BOURBON ET ALINE DELPIERRE CONSEILLERS DES FRANÇAIS DU MIDWEST ELUS - A VOTRE ECOUTE ET VOTRE SERVICE - DEPUIS 2014	Mme	Aline	DELPierre

## HANDBALL

## Ayessa Ndinga Yengue élu président de la fédération

Habitué au milieu du handball congolais, Ayessa Ndinga Yengue dit Yan a été choisi, le 3 juin à Brazzaville, pour diriger la Fédération congolaise de handball (Fecohand) pour l'Olympiade 2021-2024.

Après l'annulation, le 13 avril, de l'élection du 19 décembre par la Chambre de conciliation et d'arbitrage de sport (CCAS), la Fecohand a renouvelé son équipe dirigeante au terme d'une assemblée générale élective qui a réuni les acteurs du handball congolais, au gymnase Nicole-Oba. L'un des fervents dirigeants de la section handball de l'Etoile du Congo, Ayessa Ndinga, a promis relever le niveau du handball congolais avec l'apport de tous les acteurs de la discipline.

Le nouveau président de la Fecohand souhaite, en effet, se focaliser sur la formation des cadres et athlètes, la cohésion, le développement du handball puis le relèvement des différents clubs qui sont sur toute l'étendue du territoire national.

Selon lui, toutes les énergies doivent être mobilisées pour redorer le blason de cette discipline qui a fait le beau temps du sport en République du Congo.

« Nous allons apporter notre pierre à l'édifice. Je me battraï pour être le président de tous. Le monde du handball est certes



Ayessa Ndinga Yengue s'adressant à la presse / Adiac

désuni, mais nous travaillerons pour le bien de tous afin de réussir la formation des jeunes, des arbitres et autres cadres. Nous multiplierons les stratégies pour développer notre cher sport », a déclaré le nouveau président.

En présence du représentant de la Fédération internationale de handball (IHF), Charles Omboumahou, du premier vice-président du Comité national sportif et olympique congolais, André Blaise Bollé et du directeur gé-

néral des Sports, Jean Robert Bindelé ; les délégués venus de plusieurs localités du Congo pour participer à l'Assemblée générale élective de la Fecohand ont décidé de mettre fin au suspense qui régnait au sein de la fédération en

votant une nouvelle équipe.

Composé d'aguerris de la discipline, le nouveau bureau exécutif a désormais la lourde responsabilité de relever le handball congolais pour les quatre prochaines années. Il doit commencer par marquer positivement la participation du Congo à la 24<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui se tiendra du 8 au 18 juin au Cameroun.

Fort d'une équipe jeune, le président Yan s'appuiera sur le savoir-faire des férus du handball Congolais dont son premier vice-président, Tanguy Yoka, son 2<sup>e</sup> vice-président, Kao Diafara, son 3<sup>e</sup> vice-président, Boris Karmel Nguié, Marthe Makosso et Omer Ndalla, en qualité de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> vice-président, et bien d'autres membres du bureau exécutif fédéral.

Notons que le nouveau bureau ne veut pas perdre du temps car il a d'ores et déjà pris ses fonctions puisque la passation de service avec le bureau sortant s'est déroulée juste après l'assemblée générale élective.

Rude Ngoma

## SAISON AFRICA 2020 / EXPOSITION

## «Là où est la mer...», participation des artistes africains des pays côtiers

L'exposition collective s'inscrit dans la «Saison Africa 2020», mise en œuvre par l'Institut français, qui invite à regarder et comprendre le monde d'un point de vue africain.

Les commissaires Armelle Malvoisin et Grigori Michel assureront l'organisation de cette exposition organisée dans le cadre de la «Saison Africa 2020», avec le soutien de la Fondation Gandur pour l'art. Du 11 juin au 11 septembre 2021, au Passerelle-Centre d'art contemporain de Brest, 14 artistes, issus de pays côtiers africains, abordent des questions écologiques, comme la pollution des océans, la gestion des déchets plastiques et la biodiversité menacée.

Il s'agit de : Achille Adonon pour le Bénin ; Clay Apenouvon. Togo ; Imane Ayissi. Cameroun: Yancouba Badji; Alun Be et Soly Cissé, Sénégal ; Beya Gille Gacha. France-Cameroun: Ange Arthur Koua. Côte d'Ivoire ; Brunny Claude Massassa, Gabon ; Willys Kezi et Chéri Samba. RD Congo: Amina Agueznay et Ghizlane Sahli. Maroc: Amébedé Mouleo, Togo, artiste décédé en 2019.



Tableau de Chéri Samba, Risque du métier pas comme les autres 2017-2020 Acrylique sur toile, 135 x 200 cm © Florian Kleinfenn Courtesy galerie MAGNIN-A, Paris

Autour du thème de la mer, l'exposition met en lumière le rapport de l'humain à l'océan, en Afrique de l'ouest et du centre. Ce, entre peur et fascination. D'autres affrontent les questions de l'immigration, des conditions de vie difficiles sur le continent africain et de la nécessité d'une traversée périlleuse sur des embarcations dangereuses pour certains candidats à l'exil, notamment à travers le témoignage d'un artiste qui a fait le long voyage. Gît aussi dans les flots, une déesse aux allures de sirène,

l'effrayante Mami-wata, séduisant les hommes pour mieux les entraîner aux fonds des eaux et qui n'est pas sans rappeler la princesse Dahut dans la légende bretonne... Certains artistes ont choisi de la convoquer. Mami-wata peut parfois incarner la femme forte et moderne et donc dérangeante, dans les sociétés africaines. Enfin, les visiteurs seront plongés dans les traditions culturelles et artistiques vaudou, liées au culte de Mami Wata, extrêmement présent en Afrique sub-saharienne.

Marie Alfred Ngoma

## MUSIQUE

## L'opus « Bolingo na Nzambe » de Jean Pierre Ngami sera disponible le 9 juin

« Bolingo na nzambe eleki monene » ; « L'ingratitude » ; « Bilelo na ngai » ; « Un sur un million » et « Un problème résolu » ce sont là des chansons que contient l'album « Bolingo na nzambe » du frère Jean Pierre Ngami dont la sortie est prévue pour le 9 juin sur les plateformes de téléchargement légal. Cependant, le premier clip de la chanson ingratitude est déjà disponible.



Le clip ingratitude du Frère Jean Pierre Ngami

Les chansons qui sont chantées en lingala montrent bel et bien l'engagement et l'inspiration divine qu'à le frère Jean Pierre Ngami, son timbre vocal à une bonne résonance. Certaines de ces chansons sont pour la plupart en audio, d'autres des clips. À travers cet album, le frère Jean Pierre Ngami véhicule un message d'amour. Pour lui, c'est la chose la plus importante que Dieu nous a laissée, c'est la plus grande chose dans la vie des humains car, dit-il, celui qui n'a pas l'amour n'a pas Dieu.

Ses compositions sont édifiantes, l'artiste s'est inspiré de ses moments de prières. « Bolingo na Nzambe » est son premier album, c'est son autoproduction. L'artiste lance un appel de soutien aux managers, pasteurs, producteurs ; aux frères et sœurs en christ afin que l'œuvre de Dieu aille de l'avant.

« Ce que nous sommes en train de faire nous demande beaucoup d'argent. J'investis le peu que j'ai, mais cela ne suffit pas pour propager partout l'œuvre de Dieu. Nous avons des gens talentueux dans notre pays, mais il leur manque de soutien. L'art c'est de l'argent, cela pousse l'artiste à faire mieux et à aller loin », a signifié Jean Pierre Ngami. Membre du groupe Montagne de Morija, Jean Pierre Ngami a participé à l'album de la sœur Clémence Avounou « Ya yesu ya me lunga ». Il a commencé à chanter depuis son enfance dans une chorale de la place.

Rosalie Bindika